

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1025

21 avril 2012

SOMMAIRE

Am Kirchweg S.à r.l.	49196	Landlords Invest S.A.	49159
Benodec	49172	LBE	49186
Borely Development S.A.	49154	Minusines S.A.	49154
Boss Concept IPC Sicav	49165	NKS Fortune S.A.	49187
Botulie Invest S.A., SPF	49172	N.P.E.L.	49200
Calgary (Holdings) S.A.	49173	Odagon S.A.	49157
CDE	49173	Orco Property Group	49165
Cervinia S.A.	49158	Orco Property Group	49173
Confira Financière S.A.	49171	Orco Property Group	49180
dHC International S.A.	49196	Orco Property Group	49187
Eco N Home S.A.	49196	PCRH S.A.	49200
eOffice Invest S.A.	49179	Prospect SPF S.A.	49187
Euripides S.A.	49155	Remp Holding S.A.	49199
Euromobiliare International Fund	49157	Sabula Investment S.A.	49193
Europe 27 S.A.	49158	Samarec S.A.	49164
Gemea S.A.	49155	Société anonyme des Entreprises Minières S.A., SPF	49172
Gernest S.A.	49156	Société de l'Hôtellerie S.A.	49195
Hipergest S.A.	49179	Tilare S.A., SPF	49196
Holdina S.A.	49156	Tolomei Partenaire S.A.	49171
Immobilière Ciel S.A.	49154	Urca S.A.	49155
Irimi S.A., SPF	49180	VERVAEKE Luxembourg S.A.	49193
Jabelmalux S.A.	49159	Vialdo S.A., SPF	49195
Janes	49186	Wilisaank SA-SPF	49156
Janliro S.A., SPF	49180	Winning Funds	49157
Jonorlux S. à r.l.	49163		

Minusines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1735 Luxembourg, 8, rue François Hogenberg.
R.C.S. Luxembourg B 3.825.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 8 mai 2012 à 10 heures au siège social de la Société

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration.
2. Rapport du Réviseur d'entreprise indépendant.
3. Approbation des comptes annuels au 31.12.2011 et affectation du résultat.
4. Décharges à donner aux Administrateurs et au Réviseur.
5. Elections statutaires
6. Divers.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au plus tard le jeudi 3 mai 2012 dans une banque de la place (article 17 des statuts).

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012038858/1618/19.

Borely Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 100.653.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 14 mai 2012 à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012040014/10/19.

Immobilière Ciel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 98.641.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mai 2012 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Démission de Madame Virginie DOHOGNE de ses mandats d'administrateur et de présidente du conseil d'administration et décharge.

7. Nomination de Madame Valérie PECHON, administrateur de sociétés, née le 10 novembre 1975 à Caracas (Venezuela), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.
8. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012047454/29/23.

Urca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 113.203.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *14 mai 2012* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôтурant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012040015/10/18.

Gemea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 113.202.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *14 mai 2012* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôтурant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012040016/10/18.

Euripides S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 103.044.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *14 mai 2012* à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôтурant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;

5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012040017/10/18.

Holdina S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 3.971.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 mai 2012 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012041078/10/19.

Gernest S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 14.755.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 10 mai 2012 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2011,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2012045980/550/17.

Wilisaank SA-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 57.682.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on May 14, 2012 at 10.00 a.m. at the registered office with the following

Agenda:

- To receive the Management Report of the Directors and the Report of the Statutory Auditor for the year ended December 31, 2011,
- To receive and approve the annual accounts and allocation of results for the year ended December 31, 2011,
- To grant discharge to the Directors and to the Statutory Auditor in respect of the execution of their mandate to December 31, 2011,
- Statutory elections,
- To fix the remuneration of the Statutory Auditor.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares are required to deposit their shares not less than five clear days before the date of the meeting at the Registered Office.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012047452/755/20.

Winning Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 78.249.

Les actionnaires sont invités à assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Investment Management Luxembourg S.A. au 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg, le jeudi 10 mai 2012 à 10h00 pour délibérer sur l'ordre du jour suivant.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2011
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux Administrateurs
5. Nominations statutaires
6. Divers.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047453/755/20.

Odagon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 26.715.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 10 mai 2012 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047455/755/19.

EUROFUNDLUX, Euromobiliare International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 82.461.

Les actionnaires sont convoqués à une

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 30 avril 2012 à 11.00 heures au siège social de la société sous rubrique avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Compte rendu d'activité du Conseil d'Administration et rapport du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice social clôturé au 31 décembre 2011
2. Approbation des Etats Financiers au 31 décembre 2011

3. Décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat
4. Nominations statutaires
5. Rémunération des Administrateurs pour l'exercice 2012
6. Nomination du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour que l'assemblée puisse délibérer valablement.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Chaque action, quels que soient le compartiment et la classe ou sous-classe auxquels elle se rapporte et quelle que soit sa valeur nette d'inventaire dans son compartiment et sa classe ou sous-classe, donne droit à une voix.

Pour pouvoir assister ou être représenté à l'Assemblée Générale Ordinaire, le propriétaire d'actions au porteur sera tenu de déposer son récépissé de souscription ou tout autre document probant aux guichets de l'une des agences mentionnées ci-dessous, accompagné éventuellement d'une procuration cinq (5) jours francs avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Sont admis à assister ou être représentés à l'Assemblée Générale Ordinaire tous les actionnaires nominatifs inscrits dans le registre des actionnaires (5) cinq jours francs avant la tenue de ladite Assemblée. Les propriétaires d'actions nominatives devront aviser le Conseil d'Administration de la Société par écrit cinq (5) jours francs avant l'Assemblée de leur intention d'y participer soit personnellement, soit par procuration, laquelle devra être déposée cinq (5) jours francs avant l'Assemblée à l'un des guichets mentionnés ci-dessous.

Au Grand Duché de Luxembourg: Credem International (Lux) S.A., 10/12, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

En Italie: Credito Emiliano S.p.A., Via Emilia S. Pietro, 4, I-42121 Reggio Emilia.

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration en désignant un représentant de l'Agent Domi-ciliataire, c'est-à-dire Credem International (Lux) S.A., comme mandataire. Des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au Siège Social de la Société; la procuration doit être communiquée au mandataire endéans le délai indiqué ci-dessus, moyennant câble, télégramme, télex, télifax ou tout moyen similaire soit directement à Credem International (Lux) S.A., soit par l'intermédiaire de Credito Emiliano S.p.A.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012042370/39.

Europe 27 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 162.457.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 15 mai 2012 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du Rapport de gestion du conseil d'administration et du Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047456/755/17.

Cervinia S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 19.789.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 11 mai 2012 à 10 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes

4. Nominations statutaires
5. Délibération à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047457/506/17.

Jabelmalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 11.811.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *8 mai 2012* à 11:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Collège des Commissaires pour les comptes annuels au 31 décembre 2011
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs, au Collège des Commissaires
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur
5. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
6. Conversion des actions au porteur en actions nominatives
7. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
8. Divers.

Pour assister valablement à l'assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs actions dans une institution bancaire située au Luxembourg ou à la société Cabra S.A., Calesbergdreeef, 5, B - Schotzen.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047458/795/23.

Landlords Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 55, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 168.172.

STATUTS

L'an deux mil douze, le six avril.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen.

A comparu:

La société anonyme INTERNATIONAL DEVELOPMENTS S.A., en abrégé I.D. S.A., ayant son siège social à L-9980 Wilwerdange, 51, Hauptstrooss, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 40.198,

constituée suivant acte reçu par le notaire Norbert Muller, alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 24 avril 1992, publié au Mémorial C numéro 424 du 24 septembre 1992,

dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 23 janvier 2009, publié au Mémorial C numéro 524 du 11 mars 2009,

représentée aux fins des présentes par son administrateur délégué: Monsieur John NEUMAN, C.C.F. diplômé, né à Luxembourg le 15 octobre 1946, demeurant à L-9980 Wilwerdange, 55, Hauptstrooss, nommé à cette fonction aux termes d'une assemblée générale extraordinaire reçue par le notaire instrumentaire en date du 21 décembre 2006, publiée au Mémorial C numéro 687 du 24 avril 2007.

Lequel comparant, es qualité qu'il agit, a requis du notaire instrumentant qu'il dresse l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de "LANDLORDS INVEST SA".

Art. 2. Le siège social est établi à Wilwerdange.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaire d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'achat, la vente, la gestion, la gérance et la mise en valeur d'immeubles, la promotion immobilière ainsi que toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes ainsi que tous autres instruments de dettes.

La société peut acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut effectuer le dépôt de marque de produits ou de services pour son compte et pour compte de tiers, leur gestion, leur exploitation ainsi que leur défense devant les tribunaux nationaux et étrangers.

La société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance directe ou indirecte aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre toutes mesures de contrôle et/ou de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La société a pour objet la promotion et la gestion de fortune immobilière. Elle peut aussi s'intéresser à des fonctions de syndic d'immeuble.

En général, elle pourra réaliser tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, fiduciaires, civiles, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-cinq mille Euros (Eur 35.000,-) représenté par cent actions (100) d'une valeur nominale de trois cent cinquante Euros (€ 350,-).

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et les conditions que la loi permet, racheter ses propres actions.

Toute action est indivisible, la société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Si le même titre appartient à plusieurs personnes, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule d'entre elles soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social ou en tout autre endroit à préciser dans les convocations, le 3^e jeudi du mois de juin.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 7. Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, soit par original, soit par téléfax, par télex ou par télécopie une autre personne comme mandataire.

Les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés votants, sauf les majorités spéciales légalement requises.

Art. 8. Les assemblées des actionnaires seront convoquées par le conseil d'administration, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, et envoyé par lettre recommandée au moins huit jours avant l'assemblée à tout porteur d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. En présence d'actions au porteur les convocations sont faites

par annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial et dans un journal de Luxembourg.

Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis de convocation ni publication préalable.

Art. 9. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Cependant au cas où la Société est constituée par un associé unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un associé unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales tel que modifiée.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocabiles.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des fondés de pouvoir de la Société.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la première signature.

Art. 11. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par l'administrateur qui aura assumé la présidence.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il y en a) ou par deux administrateurs.

Art. 12. Le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs administrateur(s)-délégué(s) qui aura (auront) pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et qui représentera (représenteront) la société en justice.

Art. 13. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil. Au cas où le Conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Art. 14. Les opérations de la Société, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, les questions fiscales et l'établissement de toutes déclarations d'impôt ou autres déclarations prévues par la loi luxembourgeoise, seront surveillées par un commissaire. Le commissaire sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale des actionnaires et jusqu'à l'élection de son successeur. Le commissaire restera en fonction jusqu'à sa réélection ou l'élection de son successeur.

Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée des actionnaires.

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social tel qu'il est prévu à l'article cinq des statuts ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration peut décider de payer des dividendes intérimaires selon les conditions et les restrictions prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 67-1 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Art. 19. Pour toutes matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2012.

La première assemblée générale ordinaire se tiendra en l'année 2013.

Souscription

Les actions ont été souscrites comme suit:

ID, INTERNATIONAL DEVELOPMENTS SA: 100 (cent) actions

Les actions de la société ont été intégralement libérées en espèces par les associés, de sorte que le montant de trente-cinq mille Euros (€ 35.000,-) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement, et qu'en outre ces conditions sont conformes aux prescriptions de l'article 27 de cette même loi.

En outre, les comparants ont été informés que la société ne pourra passer des actes de commerce qu'après avoir obtenu les autorisations administratives y relatives.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que se soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de € 1.200,-.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclare connaître le bénéficiaire réel de cette opération et il déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Assemblée constitutive

Et à l'instant le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué, et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un.
 2. Le nombre des commissaires est fixé à un.
 3. Est appelé aux fonctions d'administrateur pour une durée de six années:
- Monsieur John NEUMAN, C.C.F. diplômé, né à Luxembourg le 15 octobre 1946, demeurant à L-9980 Wilwerdange, 55, Hauptstrooss.
4. Est appelé(e) aux fonctions de commissaire pour une durée de six ans:

La société à responsabilité limitée CONFIDENCIA-DAGEST SERVICES OASE s.à r.l., avec siège social à L-9980 Wilwerdange, 53, Hauptstrooss, RCSL B 56.680.

5. Le siège social est fixé à L-9980 Wilwerdange, 55, Hauptstrooss.

Les frais et honoraires en relation avec le présent acte sont à la charge de la société, les fondateurs en étant débiteurs solidaires.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel et résidence, ledit comparant a signé ensemble avec Nous notaire la présente minute, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: J. NEUMAN, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 6 avril 2012. Relation: CAP/2012/1309. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 13 avril 2012.

Référence de publication: 2012045780/185.

(120061268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2012.

Jonorlux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6670 Mertert, 38A, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 168.220.

STATUTS

L'an deux mille onze, le seize avril.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU

1.- Monsieur Norberto CARVALHO DA CUNHA, coffreur-maçon, né à Pombeiro de Ribavizela/Felgueiras (Portugal), le 26 octobre 1963, demeurant à L-6670 Mertert, 38A, rue Basse;

2.- Monsieur João Paulo NOVAIS DA CUNHA, carreleur, né à Jogueiros/Felgueiras (Portugal), le 15 février 1974, demeurant à L-3722 Rumelange, 8, rue de l'Ecole Lesquels comparants, présents ou représentés, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:

JONORLUX S. à r.l.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de construction et de génie civil.

La société a encore pour objet l'activité de carreleur, marbrier, tailleur de pierres, peintre, plafonneur, façadier, ainsi que l'activité de promoteur immobilier.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 3. Le siège social est établi à Mertert.

Art. 4. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption. Cet agrément n'est pas nécessaire en cas de transmission à un héritier réservataire ou au conjoint survivant.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droits et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2012.

Souscription

Le capital a été souscrit comme suit:

1.- Monsieur Norberto CARVALHO DA CUNHA, prénomé, CINQUANTE PARTS SOCIALES	50
2.- Monsieur João Paulo NOVAIS DA CUNHA, prénomé, CINQUANTE PARTS SOCIALES	<u>50</u>
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées comme suit:

1.- Monsieur Norberto CARVALHO DA CUNHA, prénomé a libéré ses cinquante (50) parts sociales par un versement en espèces pour un montant de six mille deux cent cinquante euros (€ 6.250,-) de sorte que ce montant se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société.

2.- Monsieur João Paulo NOVAIS DA CUNHA, prénomé, a libéré ses cinquante (50) parts sociales par un apport en nature décrit dans une liste annexée, le tout évalué par le comparant à six mille deux cent cinquante euros (€ 6.250,-). Le comparant déclare que le crédit apport est à la libre disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENTS EUROS (€ 900,-).

Décisions

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les décisions suivantes:

I.- Est nommé gérant technique de la société:

Monsieur Norberto CARVALHO DA CUNHA, prénomé.

II.- Est nommé gérant administratif de la société:

Monsieur João Paulo NOVAIS DA CUNHA, prénomé.

III.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

IV.- Le siège social de la société se trouve à L-6670 Mertert, 38A, rue Basse.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: Carvalho da Cunha, Novais da Cunha, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 avril 2012. Relation: EAC/2012/4964. Reçu soixantequinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012046249/79.

(120062273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2012.

Samarec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 37.365.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 Mai 2012 à 15:00 heures, au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 31/12/2010 et au 31/12/2011, affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. acceptation de la démission de la société anonyme KOFFOUR S.A. de ses fonctions d'administrateur et nomination d'un nouvel administrateur en son remplacement;
6. fixation des émoluments à allouer aux administrateurs et fixation de la date de paiement.
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012040009/19.

Boss Concept IPC Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 60.666.

Die Aktionäre der Boss Concept IPC Sicav werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG DER AKTIONÄRE

eingeladen, die am 2. Mai 2012 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2011 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2011 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien, gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Boss Concept IPC Sicav (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Telefon 00352/44 903 - 4025, Fax 00352/44 903 - 4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2012043397/755/31.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 44.996.

Amendment to the convening notice for the General Meeting of Bondholders of the Company on April 27, 2012 at 10.00 AM CET

Reference is made to the convening notice published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (i) number 931, page 44642 on 11 April 2012 and (ii) number 1006, page 48254 on 19 April 2012 (the "Convening Notice"), in relation to the convening of a general meeting of the holders of bonds (the "Bondholders") registered under ISIN code: FR0010249599 as described in the Prospectus (as defined below) issued by the Company in relation to the issue on November 18, 2005 of EUR 50,272,605.30, 4.5 per cent bonds with redeemable share subscription warrants attached, represented by 73,273 bonds with a par value of EUR 686.10 (the "Bonds 2010"), for which the visa on the prospectus was delivered by the CSSF on November 14, 2005 (the "Prospectus"), to be held at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on April 27, 2012 at 10.00 AM Central European time ("CET") (the "Bondholders Meeting").

Attached to the Convening Notice in Annex A are the proposed terms and conditions (the "Terms and Conditions") of the exchange of up to 89.9 % of all Bonds 2010 for a consideration consisting in newly issued common shares (the "Shares") of the Company ("OPG Conversion").

Following the publication of said Convening Notice, certain modifications have been made to the Terms and Conditions in relation to scenario 2 described in such Annex A.

Therefore, please note that the following modifications have been made, so that the modified clauses of the Terms and Conditions attached in Annex A of the Convening Notice shall read as follows:

1. Definition of "OG Bonds" shall be replaced by the following:

"The OG Bonds: EUR 100,100,052 five-year bonds issued by OG as per a prospectus dated 24 May 2007 (ISIN - XS0302623953, the "OG Bonds" and holders thereof, "OG Bondholders"). The OG Bonds correspond to a global amount of EUR 129.1 million including accrued interests and reimbursement premium. To such OG Bonds were attached warrants registered under ISIN code XS0302626899 (the "OG Warrants", and holders thereof the "OG Warrantholders")."

2. In section I., B, the last sentence has been amended and replaced by the following:

"I. KEY ECONOMIC TERMS

[...]

B. Scenario 2 (global transaction with both OPG Bondholders and OG Bondholders):

[...]

If OG Bondholders and/or OG Warrantholders meetings do not approve Scenario 2, then scenario 3 or if applicable scenario 1 will apply."

3. In section I-2, description of scenario 2 has been amended and replaced by the following:

"I-2 OG Equity Consideration

[...]

Under scenario 2: the OG Equity consideration shall consist in the OCA the terms and conditions of which are described as follows:

1. Main terms of the OCA: 84.5% of the number of the OG Bonds shall convert for their total nominal amount, accrued interest and reimbursement premium (EUR 109.1 million) into OCA two business days after the date on which the meetings of the holders of OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 are held to resolve on the OPG Transaction and have approved the OPG Transaction at the relevant majority (the "OCA Issue Date").

If this condition is not met by 18 May 2012, the decision of the OG Bondholders to convert their OG Bonds into OCA shall lapse and the Company shall issue at the latest on 21 May 2012 the convertible bonds the issue of which was decided on 5 April 2012 by the OG Bondholders, it being acknowledged that in such case the "OPG Bond Conversion Condition" set out in the terms and conditions of the convertible bonds approved by the OG Bondholders on 5 April 2012 shall be irrevocably deemed to not have been met.

The OCA are convertible as follows:

* First Payment: OCA in an aggregate amount of EUR 76,000,000 are converted into 18,361,548 OPG Shares no later than 22 May 2012;

* Second Payment: up to 28 September 2012 (28 September 2012 being referred to as the "Exchange Date"), the OCA in an aggregate amount of EUR 33,129,067 (the "Second Payment Amount")

(i) up to 16 July 2012, can be repaid, at the option of the Company, in full but not in part, by the Company, in cash in immediately available funds; for the avoidance of doubt, in the event the Company elects to repay in cash but fails to make such payment, the Company shall be deemed not to have elected to make such cash payment and the OCA shall convert into shares as provided below; it being specified that in case the Company elects to repay in cash the OCA as set forth in this paragraph (i), then OG shall repay in cash the remaining outstanding OG Bonds in immediately available funds in an amount of EUR 872.04 per one OG Bond; or

(ii) up to 28 September 2012, can be converted into OPG shares, representing a total number of 7,848,081 OPG shares, as decided by a meeting of the OCA holders (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding).

* On the Exchange Date, and provided they have not already been repaid in cash in immediately available funds or converted pursuant the paragraph above, the OCA in an aggregate amount equal to the Second Payment Amount, shall be converted into shares as follows:

(i) if and provided that (x) the OPG Bond Conversion Condition is met three (3) business days prior to the Exchange Date (the "Longstop Date") and that (y) in accordance with paragraph II.6(ii)(c) below and provided that the Company has filed in due course all necessary court papers for the hearing scheduled on 14 May 2012, the Paris Commercial Court has approved, on or before the Longstop Date, the amended terms of the Plan de Sauvegarde in order to enable the implementation of the substance of the Transaction, it being agreed that such Longstop Date shall be extended pro rata if the court hearing scheduled on 14 May 2012 is postponed or reconvened for whatever reason (the "Court Approval Condition"), then the OCA shall be converted into OPG shares, representing a total number of 7,848,081 OPG Shares;

(ii) if and provided (x) the OPG Bond Conversion Condition is not met on the Longstop Date or (y) the Court Approval Condition is not met on the Longstop Date as such Longstop Date may be extended pursuant to section (i)(y) above, the OCA shall, as decided by the meeting of the OCA holders (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding), be converted into either:

o OPG shares representing a total number of 7,848,081 OPG Shares; or

o OG shares in a number representing, on the Exchange Date and after completion of the OG Bond Equitization (as defined below) and the Nominal Value Reduction (as defined below), 55% of the share capital and voting rights of OG on a fully diluted basis, it being specified that, in the event the Company elects not to repay the OCA in cash, the election decision of the OCA holders referred to in this paragraph shall not be required to be made by 21 September 2012 but can be extended as necessary to allow for proper notice period, quorum, and majority decision of the OCA holders' meeting to be taken in accordance with applicable laws (in which case, the Exchange Date shall be postponed accordingly).

If the OCA converts into 55% of OG shares in accordance with the above provisions, only those OCA holders who have remitted to the Company (i) their OCA and (ii) their remaining OG Bonds shall receive their pro rata number of

OG shares calculated on the basis of the number of OCA and remaining OG Bonds remitted by them, it being specified that the total of all remaining OCA and OG Bonds shall equal 55% of the OG shares.

* Prior to the Second Payment, the Company shall :

(a) vote at the relevant shareholders' meeting of OG resolving the OG Bonds Equitization in favor of a reduction of the nominal value of each share issued by OG (the "Nominal Value Reduction");

(b) convert the EUR 109.1 million including the accrued coupons of OG Bonds that the Company holds into additional new shares of OG in a number which shall be determined on the basis of the volume weighted average price of OG shares on the main market of the Frankfurt stock exchange over a period of 6 (six) months prior to 20 March 2012 (the "OG Bonds Equitization").

The Longstop Date may be extended at the request of the Company provided that such extension has been agreed by a decision of the OCA holders (taken in accordance with the quorum and majority requirements provided for by law in a meeting of OCA holders convened and held prior to 21 September 2012).

2. Listing of the OPG shares / OG shares: OPG and OG shall take all necessary steps and use their best efforts to obtain, the admission to listing, on the regulated markets on which OPG's and OG ordinary shares are currently listed, of the OPG or OG shares to be issued or delivered upon conversion of the OCA as soon as possible after the issue of the OCA, and will use their best efforts to maintain such admission to listing.

3. Condition for the conversion of the OCA under the First Payment: The conversion of the OCA into OPG Shares under the First Payment shall occur as soon as possible after, and at the latest on the third business day following, the OCA Issue Date.

4. Condition for the conversion of the OCA under the Second Payment: The conversion of the OCA into OPG Shares under the Second Payment, as the case may be, shall occur on or after the date on which the CSSF has approved the prospectuses relating to such OPG Shares and the New Notes. This condition is stipulated to the benefit of the OCA holders and may be waived by a decision of the general meeting of the OCA holders no later than 13 July 2012 (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding), in which case the OPG Shares shall be issued at the date decided by such general meeting of OCA holders.

5. The OPG Bond Conversion Condition: "OPG Bond Conversion Condition" means the approval of the OPG Transaction as described in this annex A at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014.

6. Transfer Restrictions/Listing of the OCA: The OCA shall not be negotiable on the capital markets and shall not be offered to the public.

The OCA shall not be listed and/or admitted to trading on any stock exchange within the European Economic Area nor on a stock exchange outside the European Economic Area.

7. Status of the OCA: The OCA shall constitute direct, general and unconditional obligations of OPG which will at any time rank pari passu among themselves and at least pari passu with all the other present and future unsecured obligations of OPG, save for such obligations as may be preferred by provisions of law that are both mandatory and of general application.

8. Interest: The OCA shall bear an interest per year of 0.01% (the "Interest") from, and including, the issue date until, and including, the Exchange Date, calculated on the basis of a year of 360 days. The Interest shall be paid by OPG in one instalment on the date of the Second Payment.

For the avoidance of doubt, the First Payment Amount shall bear no interest.

9. Security: The OCA holders shall benefit, as from the issue date, from a lien over 55% of all shares issued by OG and held by OPG as collateral in a separate securities account that shall be pledged to the benefit of the OCA holders for (i) the repayment in cash of the OCA, if any, and (ii) the conversion of the OCA into OG shares, if any, in accordance with the provisions above; it being agreed that this pledge shall not secure the conversion of the OCA into OPG shares.

10. Applicable Law: Luxembourg Law".

4. Section I-4 has been amended and replaced by the following:

"I-4. OPG and OG New Notes Consideration under scenario 2

Under scenario 2, the OPG and OG New Notes Consideration as referred to in section I.B.(ii) above shall have the following terms.

1. Issuer: Orco Property Group SA (the "Company" or "OPG").

2. Issue Date of the New Notes: After the granting of the authorisation by the Commercial Court of Paris pursuant to the Plan de Sauvegarde to proceed to such public exchange offer and promptly after closing of the offer period of the public exchange offer which shall begin after approval by the CSSF of the terms and conditions of the exchange public offer, such approval being scheduled to occur upon closing of the OPG Equity Consideration and the OG Equity Consideration transactions.

In the case where (i) the mandatory exchange of the OG Bonds as referred to in paragraph I.B (i)(b) above has been performed and (ii) the mandatory exchange of the OPG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(a) above has not been

performed, on or before 30 September 2012, this shall not prevent the voluntary public exchange offer referred to above being opened to the holders of OG Bonds.

It being specified that the voluntary public exchange offer as referred to above shall not be offered to the OG Bondholders in the case (i) where the OCA are repaid in cash by the Company in accordance with paragraph I-2.1(i) above or (ii) where the OCA holders would have elected to obtain OG shares in accordance with paragraph I-2.1(ii) above.

In the case where (i) the mandatory exchange of the OPG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(a) above has been performed and (ii) the mandatory exchange of the OG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(b) above has not been performed, on or before 30 September 2012, this shall not prevent the voluntary public exchange offer referred to above to be opened to the holders of the OPG Bonds.

3. Nominal Amount: The OPG Bondholders and the OG Bondholders who accept the proposed exchange referred to in paragraph I.B(ii) above will receive new debt instruments (the "New Notes"), in exchange for their residual OPG Bonds or OG Bonds, as the case may be, post completion of the mandatory exchange I.B(i) above.

The proposed amount of the New Notes to be issued assuming 100% participation by the OPG Bondholders and the OG Bondholders to the voluntary exchange offer shall be of up to, respectively:

* as regards the OPG bondholders, EUR 55.2 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the Share Issue under the OPG Equity Consideration after rounding);

* as regards the OG bondholders, EUR 20 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the OCA issue under the OG Equity Consideration after rounding).

4. Security: None.

5. Maturity: 28 February 2018 (the "Maturity Date").

6. Coupon: The New Notes will bear a coupon per annum of

(i) 5% cash plus 5% PIK, as long as more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(ii) 4% cash plus 4% PIK, as long as more than 50% but no more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(iii) 4% cash plus 3% PIK, as long as no more than 50% of the Nominal Amount remain outstanding

The PIK element of the coupon shall, subject to the provisions of article 1154 of the Luxembourg civil code, be compounding annually from the Issue Date until the Maturity Date and remains subject to the issuance by the Company of a capitalisation notice each year in relation to interest accrued and due for more than 1 year; if such notice is not refused by the holders of the New Notes within a period to be agreed in the final documentation, then it will deemed to be accepted by them.

7. Amortisation Dates:

* 28 February 2015: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2016: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2017: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2018: The outstanding principal amount of the New Notes.

8. Redemption: In cash only at the Amortisation Dates.

9. Mandatory Prepayment on Asset Disposals: The Company will procure that 25% of the Net Proceeds (as defined below) received from the earlier of (i) 30 June 2012 onwards and (ii) the Issue Date of the New Notes, by the Company or any of its subsidiaries as a result of the disposal of the following assets is applied in prepayment of the New Notes (the "Prepaid Amounts"):

* Fillion Shopping Center

* Radio Free Europe

* Vaci 1

* CEE Hotels (including Pachtuv Palace)

* Na Porici

* Hradcanska

* Diana Office

* Capellen

* Stribro

* Marki

* Vaci 188

* Paris Department Store

* Zlota (only upon completion of project development)

* Molcom (any part of the deferred payment amount in excess of EUR20 m and any earn-out component)

* Sky Office, to the extent such proceeds are not applied to the GSG refinancing

The Prepaid Amounts should reduce the upcoming payments due as per the Amortisation Dates in straight chronological order and shall be paid within 30 business days from receipt of Net Proceeds by OPG but in any case no earlier than the Issue Date of the New Notes.

"Net Proceeds" shall mean the gross sale proceeds less (a) liabilities becoming due at disposal including bank cash sweep, (b) disposal expenses and (c) taxes becoming due at disposal.

10. Other Terms and Conditions: The terms and conditions of the New Notes will include customary provisions in terms of events of default, covenants, negative pledge provisions and applicable law, including the following:

Applicable law: Luxembourg law.

Status of New Notes: direct, unconditional, and unsubordinated obligations ranking pari passu.

Negative Pledge 3 : Only on OPG S.A. level (excluding the share pledge on 55% of all shares issued by OG for the benefit of the OCA holders as referred to above)

Incurrence of Financial Indebtedness:

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG subsidiaries such that LTV is not in excess of 65% (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG S.A. and OG SA in excess of EUR 5 million (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

Early redemption in case of Event of Default:

Grace periods:

- payment default (principal, interest or any other amount in respect of the New Notes): 5 business days

- default in relation to any other obligations: 30 days

Enforcement action provision.

Cross-default: no cross-default provision.

The New Notes shall not be due if the Company remedies the situation no later than the day preceding the general meeting of the holders of the New Notes resolving on the occurrence of an Event of Default.

Early redemption at Company's discretion: at any time at 100% of the Nominal Amount.

Repurchase of New Notes by the Company on secondary market: at any time at arm's length terms subject to New Notes repurchased being cancelled as soon as possible thereafter. For the avoidance of doubt, New Notes repurchased by the Company will not qualify for the Mandatory Prepayment on Asset Disposals referred to above;

Representation of the noteholders: the noteholders will be represented and the general meetings of noteholders will be organized in accordance with the provisions of articles 86 to 94-8 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Restrictions on transfer of New Notes: none.

Save as otherwise provided in these Heads of Terms, the terms and conditions of the New Notes will be similar to those of the OPG Bonds.

11. Documentation:

- * A prospectus for the public offer of the New Notes will have to be drafted in accordance with the provisions of the Prospectus Law. This prospectus will also have to be approved by the CSSF.

- * An exchange offer memorandum shall be drafted to inform the OPG Bondholders on the possibility to accept the public exchange offer and the terms of the public exchange offer.

5. In Section II, paragraph 4, 5, 6, 7 and 8 have been amended and replaced by the following

"II. OTHER TERMS

[...]

4. Standstill: The Company shall not implement any issuance of new shares or equity-linked instruments in excess of EUR 10 million or with an issue price below EUR 5.5 per share within the period from and including 17 April 2012 to and including the date which falls 90 calendar days following the earlier of (i) the first OPG shareholders meeting to be held following the issuance of the OPG shares within the framework of the OPG Equity Consideration and (ii) 15 July 2012 (the "Standstill").

For the avoidance of doubt, the Standstill shall not apply to (i) the OG Equity Consideration and to the OPG Equity Consideration nor (ii) to any share capital issue to be carried out for the purposes of the proposal to other creditors of the Company as referred to below in this Annex A.

5. Lock-up:

- * In case of scenario 1 and scenario 3, 30% of new Shares will be subject to a lock-up for a period of 6 months after completion of the Transaction (the "Lock-up 1");

In case of scenario 1 and scenario 3, in order to prevent short selling, new Shares to be issued in the framework of this Transaction cannot be lent or otherwise alienated to third parties as long as they are subject to the Lock-up 1. For

the avoidance of doubt, OPG Bondholders are entitled amongst each other to transact or lend any new Shares that are the result of the Transaction during the Lock-up 1.

* In case of scenario 2, 30% of new OPG shares to be issued in accordance with the OPG Equity Consideration and the OG Equity Consideration will be subject to a lock-up for a period of 6 months after completion of the Transaction (the "Lock-up 2").

In case of scenario 2, in order to prevent short selling, such new OPG shares which are subject to the Lock-up 2 cannot be lent or otherwise alienated to third parties as long as they are subject to the Lock-up 2. For the avoidance of doubt, OPG Bondholders and OG Bondholders are entitled amongst each other to transact or lend any new Shares that are the result of the Transaction during the Lock-up 2.

6. Conditionality of the Proposed Transaction: Implementation of the Transaction reflecting the terms specified herein is subject to the following further conditions:

(i) As regards both the OPG Transaction and the OG Transaction:

(a) Approval of the Transaction by the board of directors of the Company, and in particular the issuance of the New Notes upon the closing of the public exchange offer, and approval by the board of directors of OG of the OG Transaction and its implementation steps;

(b) Approval of the OG Transaction at the relevant majority by the general meeting of the OG Bondholders;

(c) Approval of the OG Transaction at the relevant majority by the general meeting of the OG Warrantholders;

(d) A réviseur d'entreprises agréé appointed by the Company has issued a report giving a description of the proposed contributions as well as of the methods of valuation used and stating that the values resulting from the application of these methods correspond at least to the number and accounting par value and the share premium of the new OPG shares to be issued in consideration for the contribution of all of the OG Bonds within the OG Transaction.

(ii) As regards the OPG Transaction only:

(a) Approval of the OPG Transaction at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014;

(b) Approval of the OPG Transaction by an OPG EGM deciding in particular the share capital increase of OPG in relation to the OPG Equity Consideration;

(c) Approval by the Commercial Court of Paris to amend the terms of the Plan de Sauvegarde following a filing to be submitted by the Company;

(d) Approval at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 of a resolution instructing the bondholders' representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 (a) to finally and definitively waive and withdraw the current lawsuits initiated by the bondholder's representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 (including the tierce opposition as well as the appeals against the supervisory judge's orders regarding the requêtes en interprétation), it being specified, for the avoidance of doubt, that the bondholders' representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 shall be instructed to file "conclusions de désistement d'instance et d'action" in the course of such proceedings according to the French Civil Procedure Code, only if and immediately after conditions set out in paragraphs 6(ii)(a), 6(ii)(b), 6(ii)(c), 6(ii)(e), 6(ii)(f) and 6(ii)(g) shall have been fulfilled and (b) not to further challenge the judgment dated 19 May 2010 adopting the Plan de Sauvegarde;

(e) Withdrawal by the Company from any pending action, litigation or recourse against Mr. Luc Leroi in his capacity as bondholders' representative of any of the OPG Bonds and undertaking by the Company not to further claim from Mr. Luc Leroi in his capacity as bondholders' representative of any of the OPG Bonds any compensation, indemnification or damages; it being agreed that such withdrawal and undertaking are subject to the conditions set out in paragraphs 6(ii)(a), 6(ii)(b), 6(ii)(c), 6(ii)(d), 6(ii)(f) and 6(ii)(g) being fulfilled;

(f) A réviseur d'entreprise agréé appointed by the Company has issued a report giving a description of the proposed contributions of the OPG Bonds as well as of the methods of valuation used and stating that the values resulting from the application of these methods correspond at least to the number and accounting par value and the share premium of the new Shares to be issued within the OPG Equity Consideration.

(g) Approval by the CSSF of the prospectuses relating to the Shares and the New Notes and, in scenario 1, the Warrants. This condition is stipulated to the benefit of the OPG Bondholders and may be waived by a decision of the relevant general meetings of the OPG Bondholders.

(iii) As regards the OG Transaction only:

(a) OPG to petition the Commercial Court of Paris to amend the terms of the Plan de Sauvegarde following a filing to be submitted by OPG in order to enable the transactions contemplated by the Convertible Bonds and the Pledge Agreement in respect of the OG shares to be delivered thereunder, as the case may be.

(b) OPG shall have, prior to the issue of the OCA, executed and delivered to the OG Bondholders or Augustin Capital Management Ltd, acting in the name and on behalf of the OG Bondholders, as the case may be, the pledge over OG shares described in paragraph I-2.(9) of this Annex.

7. Existing OPG Warrants: OPG shall hold and maintain that number of OPG Bonds of each of the OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 Tranches which are necessary to exercise the OPG warrants of the relevant Tranche (where the exercise of the OPG warrants can be done by inter alia payment of the exercise price through the remittance of OPG Bonds) for the duration of the exercise period of the OPG warrants, it being agreed that (i) such provision shall not affect the economic terms of the OPG Transaction, (ii) OPG shall be under no obligation to sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014, (iii) OPG shall not sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 for any purpose other than the exercise of the OPG warrants, (iv) any sale of such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 shall only be made at full nominal value of such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 and for payment in cash only, and (v) OPG shall not sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 to any party to the master agreement signed on 17 April 2012 related to the Transaction.

8. Proposal to other creditors of OPG: The other creditors of OPG under the Plan de Sauvegarde (suppliers, banks having exercised their guarantees vis-à-vis OPG, other non-contingent creditors) shall be offered a transaction identical to the OPG Transaction. In order to be able to accommodate for this offer, OPG shall propose to its EGM of shareholders respective adjustments to the authorised capital. On 17 April 2012, such other creditors under the Plan de Sauvegarde represent an amount around 18.6 million euros."

Please note that the remainder of the Convening Notice and the Terms and Conditions is unchanged.

This document is drafted for notification purposes and for publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 20 April 2012.

Référence de publication: 2012047001/327.

Tolomei Partenaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
 R.C.S. Luxembourg B 101.434.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 mai 2012 à 09.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôтурant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012040010/10/18.

Confira Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
 R.C.S. Luxembourg B 71.940.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 mai 2012 à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôтурant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012040012/10/19.

Benodec, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 21.979.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *2 mai 2012* à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043396/534/16.

S.A.D.E.M. S.A., SPF, Société anonyme des Entreprises Minières S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 6.016.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *2 mai 2012* à 15.00 heures au siège social, 1, rue Joseph Hackin à Luxembourg, avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012042816/755/19.

Botulie Invest S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial (en liquidation).

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 149.649.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *30 avril 2012* à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport du commissaire à la liquidation
2. Décharge à donner au liquidateur et au commissaire à la liquidation
3. Clôture de la liquidation
4. Indication de l'endroit où les livres et documents de la société ont été déposés et vont être conservés pour une durée de cinq ans
5. Divers

Le Liquidateur.

Référence de publication: 2012043398/795/17.

Calgary (Holdings) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 20.520.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which will be held at the address of the registered office, on 2 May 2012 at 11.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2011.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of 10 August 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2012043400/534/16.

CDE, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 21.962.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 2 mai 2012 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043401/534/16.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 44.996.

Amendment to the convening notice for the General Meeting of Bondholders of the Company on April 27, 2012 at 9.30 AM CET

Reference is made to the convening notice published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (i) number 928, page 44501 on 11 April 2012 and (ii) number 1007, page 48290 on 19 April 2012 (the "Convening Notice"), in relation to the convening of a general meeting of the holders of bonds (the "Bondholders") registered under ISIN FR0010333302 as described in the Prospectus (as defined below) issued by the Company in relation to the issue on June 1, 2006 of EUR 149,999,928, 1 per cent convertible bonds, at an issue price: EUR 138, represented by 1,086,956 convertible bonds with a par value of EUR 145 (the "Bonds 2013"), for which the visa on the prospectus was delivered by the CSSF on May 17, 2006 (the "Prospectus"), to be held at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on April 27, 2012 at 9.30 AM Central European time ("CET") (the "Bondholders Meeting").

Attached to the Convening Notice in Annex A are the proposed terms and conditions (the "Terms and Conditions") of the exchange of up to 89.9 % of all Bonds 2013 for a consideration consisting in newly issued common shares (the "Shares") of the Company ("OPG Conversion").

Following the publication of said Convening Notice, certain modifications have been made to the Terms and Conditions in relation to scenario 2 described in such Annex A.

Therefore, please note that the following modifications have been made, so that the modified clauses of the Terms and Conditions attached in Annex A of the Convening Notice shall read as follows:

1. Definition of "OG Bonds" shall be replaced by the following:

"The OG Bonds: EUR 100,100,052 five-year bonds issued by OG as per a prospectus dated 24 May 2007 (ISIN - XS0302623953, the "OG Bonds" and holders thereof, "OG Bondholders"). The OG Bonds correspond to a global amount

of EUR 129.1 million including accrued interests and reimbursement premium. To such OG Bonds were attached warrants registered under ISIN code XS0302626899 (the "OG Warrants", and holders thereof the "OG Warrantholders")."

2. In section I., B, the last sentence has been amended and replaced by the following:

"I. KEY ECONOMIC TERMS

[...]

B. Scenario 2 (global transaction with both OPG Bondholders and OG Bondholders):

[...]

If OG Bondholders and/or OG Warrantholders meetings do not approve Scenario 2, then scenario 3 or if applicable scenario 1 will apply."

3. In section I-2, description of scenario 2 has been amended and replaced by the following:

"I-2 OG Equity Consideration

[...]

Under scenario 2: the OG Equity consideration shall consist in the OCA the terms and conditions of which are described as follows:

1. Main terms of the OCA: 84.5% of the number of the OG Bonds shall convert for their total nominal amount, accrued interest and reimbursement premium (EUR 109.1 million) into OCA two business days after the date on which the meetings of the holders of OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 are held to resolve on the OPG Transaction and have approved the OPG Transaction at the relevant majority (the "OCA Issue Date").

If this condition is not met by 18 May 2012, the decision of the OG Bondholders to convert their OG Bonds into OCA shall lapse and the Company shall issue at the latest on 21 May 2012 the convertible bonds the issue of which was decided on 5 April 2012 by the OG Bondholders, it being acknowledged that in such case the "OPG Bond Conversion Condition" set out in the terms and conditions of the convertible bonds approved by the OG Bondholders on 5 April 2012 shall be irrevocably deemed to not have been met.

The OCA are convertible as follows:

* First Payment: OCA in an aggregate amount of EUR 76,000,000 are converted into 18,361,548 OPG Shares no later than 22 May 2012;

* Second Payment: up to 28 September 2012 (28 September 2012 being referred to as the "Exchange Date"), the OCA in an aggregate amount of EUR 33,129,067 (the "Second Payment Amount")

(i) up to 16 July 2012, can be repaid, at the option of the Company, in full but not in part, by the Company, in cash in immediately available funds; for the avoidance of doubt, in the event the Company elects to repay in cash but fails to make such payment, the Company shall be deemed not to have elected to make such cash payment and the OCA shall convert into shares as provided below; it being specified that in case the Company elects to repay in cash the OCA as set forth in this paragraph (i), then OG shall repay in cash the remaining outstanding OG Bonds in immediately available funds in an amount of EUR 872.04 per one OG Bond; or

(ii) up to 28 September 2012, can be converted into OPG shares, representing a total number of 7,848,081 OPG shares, as decided by a meeting of the OCA holders (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding).

* On the Exchange Date, and provided they have not already been repaid in cash in immediately available funds or converted pursuant the paragraph above, the OCA in an aggregate amount equal to the Second Payment Amount, shall be converted into shares as follows:

(i) if and provided that (x) the OPG Bond Conversion Condition is met three (3) business days prior to the Exchange Date (the "Longstop Date") and that (y) in accordance with paragraph II.6(ii)(c) below and provided that the Company has filed in due course all necessary court papers for the hearing scheduled on 14 May 2012, the Paris Commercial Court has approved, on or before the Longstop Date, the amended terms of the Plan de Sauvegarde in order to enable the implementation of the substance of the Transaction, it being agreed that such Longstop Date shall be extended pro rata if the court hearing scheduled on 14 May 2012 is postponed or reconvened for whatever reason (the "Court Approval Condition"), then the OCA shall be converted into OPG shares, representing a total number of 7,848,081 OPG Shares;

(ii) if and provided (x) the OPG Bond Conversion Condition is not met on the Longstop Date or (y) the Court Approval Condition is not met on the Longstop Date as such Longstop Date may be extended pursuant to section (i)(y) above, the OCA shall, as decided by the meeting of the OCA holders (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding), be converted into either:

o OPG shares representing a total number of 7,848,081 OPG Shares; or

o OG shares in a number representing, on the Exchange Date and after completion of the OG Bond Equitization (as defined below) and the Nominal Value Reduction (as defined below), 55% of the share capital and voting rights of OG on a fully diluted basis, it being specified that, in the event the Company elects not to repay the OCA in cash, the election decision of the OCA holders referred to in this paragraph shall not be required to be made by 21 September 2012 but can be extended as necessary to allow for proper notice period, quorum, and majority decision of the OCA holders' meeting to be taken in accordance with applicable laws (in which case, the Exchange Date shall be postponed accordingly).

If the OCA converts into 55% of OG shares in accordance with the above provisions, only those OCA holders who have remitted to the Company (i) their OCA and (ii) their remaining OG Bonds shall receive their pro rata number of OG shares calculated on the basis of the number of OCA and remaining OG Bonds remitted by them, it being specified that the total of all remaining OCA and OG Bonds shall equal 55% of the OG shares.

* Prior to the Second Payment, the Company shall :

(a) vote at the relevant shareholders' meeting of OG resolving the OG Bonds Equitization in favor of a reduction of the nominal value of each share issued by OG (the "Nominal Value Reduction");

(b) convert the EUR 109.1 million including the accrued coupons of OG Bonds that the Company holds into additional new shares of OG in a number which shall be determined on the basis of the volume weighted average price of OG shares on the main market of the Frankfurt stock exchange over a period of 6 (six) months prior to 20 March 2012 (the "OG Bonds Equitization").

The Longstop Date may be extended at the request of the Company provided that such extension has been agreed by a decision of the OCA holders (taken in accordance with the quorum and majority requirements provided for by law in a meeting of OCA holders convened and held prior to 21 September 2012).

2. Listing of the OPG shares/OG shares: OPG and OG shall take all necessary steps and use their best efforts to obtain, the admission to listing, on the regulated markets on which OPG's and OG ordinary shares are currently listed, of the OPG or OG shares to be issued or delivered upon conversion of the OCA as soon as possible after the issue of the OCA, and will use their best efforts to maintain such admission to listing.

3. Condition for the conversion of the OCA under the First Payment: The conversion of the OCA into OPG Shares under the First Payment shall occur as soon as possible after, and at the latest on the third business day following, the OCA Issue Date.

4. Condition for the conversion of the OCA under the Second Payment: The conversion of the OCA into OPG Shares under the Second Payment, as the case may be, shall occur on or after the date on which the CSSF has approved the prospectuses relating to such OPG Shares and the New Notes. This condition is stipulated to the benefit of the OCA holders and may be waived by a decision of the general meeting of the OCA holders no later than 13 July 2012 (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding), in which case the OPG Shares shall be issued at the date decided by such general meeting of OCA holders.

5. The OPG Bond Conversion Condition: "OPG Bond Conversion Condition" means the approval of the OPG Transaction as described in this annex A at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014.

6. Transfer Restrictions/Listing of the OCA: The OCA shall not be negotiable on the capital markets and shall not be offered to the public.

The OCA shall not be listed and/or admitted to trading on any stock exchange within the European Economic Area nor on a stock exchange outside the European Economic Area.

7. Status of the OCA: The OCA shall constitute direct, general and unconditional obligations of OPG which will at any time rank pari passu among themselves and at least pari passu with all the other present and future unsecured obligations of OPG, save for such obligations as may be preferred by provisions of law that are both mandatory and of general application.

8. Interest: The OCA shall bear an interest per year of 0.01% (the "Interest") from, and including, the issue date until, and including, the Exchange Date, calculated on the basis of a year of 360 days. The Interest shall be paid by OPG in one instalment on the date of the Second Payment.

For the avoidance of doubt, the First Payment Amount shall bear no interest.

9. Security: The OCA holders shall benefit, as from the issue date, from a lien over 55% of all shares issued by OG and held by OPG as collateral in a separate securities account that shall be pledged to the benefit of the OCA holders for (i) the repayment in cash of the OCA, if any, and (ii) the conversion of the OCA into OG shares, if any, in accordance with the provisions above; it being agreed that this pledge shall not secure the conversion of the OCA into OPG shares.

10. Applicable Law: Luxembourg Law".

4. Section I-4 has been amended and replaced by the following:

"I-4. OPG and OG New Notes Consideration under scenario 2

Under scenario 2, the OPG and OG New Notes Consideration as referred to in section I.B.(ii) above shall have the following terms.

1. Issuer: Orco Property Group SA (the "Company" or "OPG").

2. Issue Date of the New Notes: After the granting of the authorisation by the Commercial Court of Paris pursuant to the Plan de Sauvegarde to proceed to such public exchange offer and promptly after closing of the offer period of the public exchange offer which shall begin after approval by the CSSF of the terms and conditions of the exchange public offer, such approval being scheduled to occur upon closing of the OPG Equity Consideration and the OG Equity Consideration transactions.

In the case where (i) the mandatory exchange of the OG Bonds as referred to in paragraph I.B (i)(b) above has been performed and (ii) the mandatory exchange of the OPG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(a) above has not been performed, on or before 30 September 2012, this shall not prevent the voluntary public exchange offer referred to above being opened to the holders of OG Bonds.

It being specified that the voluntary public exchange offer as referred to above shall not be offered to the OG Bondholders in the case (i) where the OCA are repaid in cash by the Company in accordance with paragraph I-2.1(i) above or (ii) where the OCA holders would have elected to obtain OG shares in accordance with paragraph I-2.1(ii) above.

In the case where (i) the mandatory exchange of the OPG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(a) above has been performed and (ii) the mandatory exchange of the OG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(b) above has not been performed, on or before 30 September 2012, this shall not prevent the voluntary public exchange offer referred to above to be opened to the holders of the OPG Bonds.

3. Nominal Amount: The OPG Bondholders and the OG Bondholders who accept the proposed exchange referred to in paragraph I.B(ii) above will receive new debt instruments (the "New Notes"), in exchange for their residual OPG Bonds or OG Bonds, as the case may be, post completion of the mandatory exchange I.B(i) above.

The proposed amount of the New Notes to be issued assuming 100% participation by the OPG Bondholders and the OG Bondholders to the voluntary exchange offer shall be of up to, respectively:

* as regards the OPG bondholders, EUR 55.2 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the Share Issue under the OPG Equity Consideration after rounding);

* as regards the OG bondholders, EUR 20 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the OCA issue under the OG Equity Consideration after rounding).

4. Security: None.

5. Maturity: 28 February 2018 (the "Maturity Date").

6. Coupon: The New Notes will bear a coupon per annum of

(i) 5% cash plus 5% PIK, as long as more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(ii) 4% cash plus 4% PIK, as long as more than 50% but no more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(iii) 4% cash plus 3% PIK, as long as no more than 50% of the Nominal Amount remain outstanding.

The PIK element of the coupon shall, subject to the provisions of article 1154 of the Luxembourg civil code, be compounding annually from the Issue Date until the Maturity Date and remains subject to the issuance by the Company of a capitalisation notice each year in relation to interest accrued and due for more than 1 year; if such notice is not refused by the holders of the New Notes within a period to be agreed in the final documentation, then it will deemed to be accepted by them.

7. Amortisation Dates:

* 28 February 2015: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2016: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2017: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2018: The outstanding principal amount of the New Notes.

8. Redemption: In cash only at the Amortisation Dates.

9. Mandatory Prepayment on Asset Disposals: The Company will procure that 25% of the Net Proceeds (as defined below) received from the earlier of (i) 30 June 2012 onwards and (ii) the Issue Date of the New Notes, by the Company or any of its subsidiaries as a result of the disposal of the following assets is applied in prepayment of the New Notes (the "Prepaid Amounts"):

* Fillion Shopping Center

* Radio Free Europe

* Vaci 1

* CEE Hotels (including Pachtuv Palace)

* Na Porici

* Hradcanska

* Diana Office

* Capellen

* Stribro

* Marki

* Vaci 188

* Paris Department Store

* Zlota (only upon completion of project development)

* Molcom (any part of the deferred payment amount in excess of EUR 20 m and any earn-out component)

* Sky Office, to the extent such proceeds are not applied to the GSG refinancing

The Prepaid Amounts should reduce the upcoming payments due as per the Amortisation Dates in straight chronological order and shall be paid within 30 business days from receipt of Net Proceeds by OPG but in any case no earlier than the Issue Date of the New Notes.

"Net Proceeds" shall mean the gross sale proceeds less (a) liabilities becoming due at disposal including bank cash sweep, (b) disposal expenses and (c) taxes becoming due at disposal.

10. Other Terms and Conditions: The terms and conditions of the New Notes will include customary provisions in terms of events of default, covenants, negative pledge provisions and applicable law, including the following:

Applicable law: Luxembourg law.

Status of New Notes: direct, unconditional, and unsubordinated obligations ranking pari passu.

Negative Pledge 3 : Only on OPG S.A. level (excluding the share pledge on 55% of all shares issued by OG for the benefit of the OCA holders as referred to above)

Incurrence of Financial Indebtedness:

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG subsidiaries such that LTV is not in excess of 65% (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG S.A. and OG SA in excess of EUR 5 million (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

Early redemption in case of Event of Default:

Grace periods:

- payment default (principal, interest or any other amount in respect of the New Notes): 5 business days

- default in relation to any other obligations: 30 days

Enforcement action provision.

Cross-default: no cross-default provision.

The New Notes shall not be due if the Company remedies the situation no later than the day preceding the general meeting of the holders of the New Notes resolving on the occurrence of an Event of Default.

Early redemption at Company's discretion: at any time at 100% of the Nominal Amount.

Repurchase of New Notes by the Company on secondary market: at any time at arm's length terms subject to New Notes repurchased being cancelled as soon as possible thereafter. For the avoidance of doubt, New Notes repurchased by the Company will not qualify for the Mandatory Prepayment on Asset Disposals referred to above;

Representation of the noteholders: the noteholders will be represented and the general meetings of noteholders will be organized in accordance with the provisions of articles 86 to 94-8 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Restrictions on transfer of New Notes: none.

Save as otherwise provided in these Heads of Terms, the terms and conditions of the New Notes will be similar to those of the OPG Bonds.

11. Documentation:

- * A prospectus for the public offer of the New Notes will have to be drafted in accordance with the provisions of the Prospectus Law. This prospectus will also have to be approved by the CSSF.

- * An exchange offer memorandum shall be drafted to inform the OPG Bondholders on the possibility to accept the public exchange offer and the terms of the public exchange offer.

5. In Section II, paragraph 4, 5, 6, 7 and 8 have been amended and replaced by the following

"II. OTHER TERMS

[...]

4. Standstill: The Company shall not implement any issuance of new shares or equity-linked instruments in excess of EUR 10 million or with an issue price below EUR 5.5 per share within the period from and including 17 April 2012 to and including the date which falls 90 calendar days following the earlier of (i) the first OPG shareholders meeting to be held following the issuance of the OPG shares within the framework of the OPG Equity Consideration and (ii) 15 July 2012 (the "Standstill").

For the avoidance of doubt, the Standstill shall not apply to (i) the OG Equity Consideration and to the OPG Equity Consideration nor (ii) to any share capital issue to be carried out for the purposes of the proposal to other creditors of the Company as referred to below in this Annex A.

5. Lock-up:

- * In case of scenario 1 and scenario 3, 30% of new Shares will be subject to a lock-up for a period of 6 months after completion of the Transaction (the "Lock-up 1");

In case of scenario 1 and scenario 3, in order to prevent short selling, new Shares to be issued in the framework of this Transaction cannot be lent or otherwise alienated to third parties as long as they are subject to the Lock-up 1. For

the avoidance of doubt, OPG Bondholders are entitled amongst each other to transact or lend any new Shares that are the result of the Transaction during the Lock-up 1.

* In case of scenario 2, 30% of new OPG shares to be issued in accordance with the OPG Equity Consideration and the OG Equity Consideration will be subject to a lock-up for a period of 6 months after completion of the Transaction (the "Lock-up 2").

In case of scenario 2, in order to prevent short selling, such new OPG shares which are subject to the Lock-up 2 cannot be lent or otherwise alienated to third parties as long as they are subject to the Lock-up 2. For the avoidance of doubt, OPG Bondholders and OG Bondholders are entitled amongst each other to transact or lend any new Shares that are the result of the Transaction during the Lock-up 2.

6. Conditionality of the Proposed Transaction: Implementation of the Transaction reflecting the terms specified herein is subject to the following further conditions:

(i) As regards both the OPG Transaction and the OG Transaction:

(a) Approval of the Transaction by the board of directors of the Company, and in particular the issuance of the New Notes upon the closing of the public exchange offer, and approval by the board of directors of OG of the OG Transaction and its implementation steps;

(b) Approval of the OG Transaction at the relevant majority by the general meeting of the OG Bondholders;

(c) Approval of the OG Transaction at the relevant majority by the general meeting of the OG Warrantholders;

(d) A réviseur d'entreprises agréé appointed by the Company has issued a report giving a description of the proposed contributions as well as of the methods of valuation used and stating that the values resulting from the application of these methods correspond at least to the number and accounting par value and the share premium of the new OPG shares to be issued in consideration for the contribution of all of the OG Bonds within the OG Transaction.

(ii) As regards the OPG Transaction only:

(a) Approval of the OPG Transaction at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014;

(b) Approval of the OPG Transaction by an OPG EGM deciding in particular the share capital increase of OPG in relation to the OPG Equity Consideration;

(c) Approval by the Commercial Court of Paris to amend the terms of the Plan de Sauvegarde following a filing to be submitted by the Company;

(d) Approval at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 of a resolution instructing the bondholders' representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 (a) to finally and definitively waive and withdraw the current lawsuits initiated by the bondholder's representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 (including the tierce opposition as well as the appeals against the supervisory judge's orders regarding the requêtes en interprétation), it being specified, for the avoidance of doubt, that the bondholders' representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 shall be instructed to file "conclusions de désistement d'instance et d'action" in the course of such proceedings according to the French Civil Procedure Code, only if and immediately after conditions set out in paragraphs 6(ii)(a), 6(ii)(b), 6(ii)(c), 6(ii)(e), 6(ii)(f) and 6(ii)(g) shall have been fulfilled and (b) not to further challenge the judgment dated 19 May 2010 adopting the Plan de Sauvegarde;

(e) Withdrawal by the Company from any pending action, litigation or recourse against Mr. Luc Leroi in his capacity as bondholders' representative of any of the OPG Bonds and undertaking by the Company not to further claim from Mr. Luc Leroi in his capacity as bondholders' representative of any of the OPG Bonds any compensation, indemnification or damages; it being agreed that such withdrawal and undertaking are subject to the conditions set out in paragraphs 6(ii)(a), 6(ii)(b), 6(ii)(c), 6(ii)(d), 6(ii)(f) and 6(ii)(g) being fulfilled;

(f) A réviseur d'entreprise agréé appointed by the Company has issued a report giving a description of the proposed contributions of the OPG Bonds as well as of the methods of valuation used and stating that the values resulting from the application of these methods correspond at least to the number and accounting par value and the share premium of the new Shares to be issued within the OPG Equity Consideration.

(g) Approval by the CSSF of the prospectuses relating to the Shares and the New Notes and, in scenario 1, the Warrants. This condition is stipulated to the benefit of the OPG Bondholders and may be waived by a decision of the relevant general meetings of the OPG Bondholders.

(iii) As regards the OG Transaction only:

(a) OPG to petition the Commercial Court of Paris to amend the terms of the Plan de Sauvegarde following a filing to be submitted by OPG in order to enable the transactions contemplated by the Convertible Bonds and the Pledge Agreement in respect of the OG shares to be delivered thereunder, as the case may be.

(b) OPG shall have, prior to the issue of the OCA, executed and delivered to the OG Bondholders or Augustin Capital Management Ltd, acting in the name and on behalf of the OG Bondholders, as the case may be, the pledge over OG shares described in paragraph I-2.(9) of this Annex.

7. Existing OPG Warrants: OPG shall hold and maintain that number of OPG Bonds of each of the OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 Tranches which are necessary to exercise the OPG warrants of the relevant Tranche (where the exercise of the OPG warrants can be done by inter alia payment of the exercise price through the remittance of OPG Bonds) for the duration of the exercise period of the OPG warrants, it being agreed that (i) such provision shall not affect the economic terms of the OPG Transaction, (ii) OPG shall be under no obligation to sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014, (iii) OPG shall not sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 for any purpose other than the exercise of the OPG warrants, (iv) any sale of such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 shall only be made at full nominal value of such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 and for payment in cash only, and (v) OPG shall not sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 to any party to the master agreement signed on 17 April 2012 related to the Transaction.

8. Proposal to other creditors of OPG: The other creditors of OPG under the Plan de Sauvegarde (suppliers, banks having exercised their guarantees vis-à-vis OPG, other non-contingent creditors) shall be offered a transaction identical to the OPG Transaction. In order to be able to accommodate for this offer, OPG shall propose to its EGM of shareholders respective adjustments to the authorised capital. On 17 April 2012, such other creditors under the Plan de Sauvegarde represent an amount around 18.6 million euros."

Please note that the remainder of the Convening Notice and the Terms and Conditions is unchanged.

This document is drafted for notification purposes and for publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 20 April 2012.

Référence de publication: 2012047002/326.

eOffice Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 90.728.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 30 avril 2012 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012043403/29/16.

Hipergest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 30.417.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 2012 à 11:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043404/795/17.

Irimi S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 8.153.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 2012 à 15:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043406/795/15.

Janliro S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 165.988.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 2012 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043410/795/15.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 44.996.

Amendment to the convening notice for the General Meeting of Bondholders of the Company on April 27, 2012 at 9.00 AM CET

Reference is made to the convening notice published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (i) number 929, page 44546 on 11 April 2012 and (ii) number 1006, page 48266 on 19 April 2012 (the "Convening Notice"), in relation to the convening of a general meeting of the holders of bonds (the "Bondholders") registered under ISIN code: XS0291838992 and XS0291840626, as described in the Prospectus (as defined below) issued by the Company in relation to the issue on March 28, 2007 of EUR 175,000,461.60, 2.5 per cent bonds with redeemable warrants attached at an issue price: 97.10 per cent, represented by 119,544 bonds of EUR 1,421.45 each (the "Bonds 2014"), for which a visa on the prospectus was delivered by the CSSF (the "Prospectus"), to be held at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on April 27, 2012 at 9.00 AM Central European time ("CET") (the "Bondholders Meeting").

Attached to the Convening Notice in Annex A are the proposed terms and conditions (the "Terms and Conditions") of the exchange of up to 89.9 % of all Bonds 2014 for a consideration consisting in newly issued common shares (the "Shares") of the Company ("OPG Conversion").

Following the publication of said Convening Notice, certain modifications have been made to the Terms and Conditions in relation to scenario 2 described in such Annex A.

Therefore, please note that the following modifications have been made, so that the modified clauses of the Terms and Conditions attached in Annex A of the Convening Notice shall read as follows:

1. Definition of "OG Bonds" shall be replaced by the following:

"The OG Bonds: EUR 100,100,052 five-year bonds issued by OG as per a prospectus dated 24 May 2007 (ISIN - XS0302623953, the "OG Bonds" and holders thereof, "OG Bondholders"). The OG Bonds correspond to a global amount of EUR 129.1 million including accrued interests and reimbursement premium. To such OG Bonds were attached warrants registered under ISIN code XS0302626899 (the "OG Warrants", and holders thereof the "OG Warrantholders")."

2. In section I., B, the last sentence has been amended and replaced by the following:

"I. KEY ECONOMIC TERMS

[...]

B. Scenario 2 (global transaction with both OPG Bondholders and OG Bondholders):

[...]

If OG Bondholders and/or OG Warrantholders meetings do not approve Scenario 2, then scenario 3 or if applicable scenario 1 will apply."

3. In section I-2, description of scenario 2 has been amended and replaced by the following:

"I-2 OG Equity Consideration

[...]

Under scenario 2: the OG Equity consideration shall consist in the OCA the terms and conditions of which are described as follows:

1. Main terms of the OCA: 84.5% of the number of the OG Bonds shall convert for their total nominal amount, accrued interest and reimbursement premium (EUR 109.1 million) into OCA two business days after the date on which the meetings of the holders of OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 are held to resolve on the OPG Transaction and have approved the OPG Transaction at the relevant majority (the "OCA Issue Date").

If this condition is not met by 18 May 2012, the decision of the OG Bondholders to convert their OG Bonds into OCA shall lapse and the Company shall issue at the latest on 21 May 2012 the convertible bonds the issue of which was decided on 5 April 2012 by the OG Bondholders, it being acknowledged that in such case the "OPG Bond Conversion Condition" set out in the terms and conditions of the convertible bonds approved by the OG Bondholders on 5 April 2012 shall be irrevocably deemed to not have been met.

The OCA are convertible as follows:

* First Payment: OCA in an aggregate amount of EUR 76,000,000 are converted into 18,361,548 OPG Shares no later than 22 May 2012;

* Second Payment: up to 28 September 2012 (28 September 2012 being referred to as the "Exchange Date"), the OCA in an aggregate amount of EUR 33,129,067 (the "Second Payment Amount")

(i) up to 16 July 2012, can be repaid, at the option of the Company, in full but not in part, by the Company, in cash in immediately available funds; for the avoidance of doubt, in the event the Company elects to repay in cash but fails to make such payment, the Company shall be deemed not to have elected to make such cash payment and the OCA shall convert into shares as provided below; it being specified that in case the Company elects to repay in cash the OCA as set forth in this paragraph (i), then OG shall repay in cash the remaining outstanding OG Bonds in immediately available funds in an amount of EUR 872.04 per one OG Bond; or

(ii) up to 28 September 2012, can be converted into OPG shares, representing a total number of 7,848,081 OPG shares, as decided by a meeting of the OCA holders (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding).

* On the Exchange Date, and provided they have not already been repaid in cash in immediately available funds or converted pursuant the paragraph above, the OCA in an aggregate amount equal to the Second Payment Amount, shall be converted into shares as follows:

(i) if and provided that (x) the OPG Bond Conversion Condition is met three (3) business days prior to the Exchange Date (the "Longstop Date") and that (y) in accordance with paragraph II.6(ii)(c) below and provided that the Company has filed in due course all necessary court papers for the hearing scheduled on 14 May 2012, the Paris Commercial Court has approved, on or before the Longstop Date, the amended terms of the Plan de Sauvegarde in order to enable the implementation of the substance of the Transaction, it being agreed that such Longstop Date shall be extended pro rata if the court hearing scheduled on 14 May 2012 is postponed or reconvened for whatever reason (the "Court Approval Condition"), then the OCA shall be converted into OPG shares, representing a total number of 7,848,081 OPG Shares;

(ii) if and provided (x) the OPG Bond Conversion Condition is not met on the Longstop Date or (y) the Court Approval Condition is not met on the Longstop Date as such Longstop Date may be extended pursuant to section (i)(y) above, the OCA shall, as decided by the meeting of the OCA holders (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding), be converted into either:

o OPG shares representing a total number of 7,848,081 OPG Shares; or

o OG shares in a number representing, on the Exchange Date and after completion of the OG Bond Equitization (as defined below) and the Nominal Value Reduction (as defined below), 55% of the share capital and voting rights of OG on a fully diluted basis, it being specified that, in the event the Company elects not to repay the OCA in cash, the election decision of the OCA holders referred to in this paragraph shall not be required to be made by 21 September 2012 but can be extended as necessary to allow for proper notice period, quorum, and majority decision of the OCA holders' meeting to be taken in accordance with applicable laws (in which case, the Exchange Date shall be postponed accordingly).

If the OCA converts into 55% of OG shares in accordance with the above provisions, only those OCA holders who have remitted to the Company (i) their OCA and (ii) their remaining OG Bonds shall receive their pro rata number of

OG shares calculated on the basis of the number of OCA and remaining OG Bonds remitted by them, it being specified that the total of all remaining OCA and OG Bonds shall equal 55% of the OG shares.

* Prior to the Second Payment, the Company shall:

(a) vote at the relevant shareholders' meeting of OG resolving the OG Bonds Equitization in favor of a reduction of the nominal value of each share issued by OG (the "Nominal Value Reduction");

(b) convert the EUR 109.1 million including the accrued coupons of OG Bonds that the Company holds into additional new shares of OG in a number which shall be determined on the basis of the volume weighted average price of OG shares on the main market of the Frankfurt stock exchange over a period of 6 (six) months prior to 20 March 2012 (the "OG Bonds Equitization").

The Longstop Date may be extended at the request of the Company provided that such extension has been agreed by a decision of the OCA holders (taken in accordance with the quorum and majority requirements provided for by law in a meeting of OCA holders convened and held prior to 21 September 2012).

2. Listing of the OPG shares/OG shares: OPG and OG shall take all necessary steps and use their best efforts to obtain, the admission to listing, on the regulated markets on which OPG's and OG ordinary shares are currently listed, of the OPG or OG shares to be issued or delivered upon conversion of the OCA as soon as possible after the issue of the OCA, and will use their best efforts to maintain such admission to listing.

3. Condition for the conversion of the OCA under the First Payment: The conversion of the OCA into OPG Shares under the First Payment shall occur as soon as possible after, and at the latest on the third business day following, the OCA Issue Date.

4. Condition for the conversion of the OCA under the Second Payment: The conversion of the OCA into OPG Shares under the Second Payment, as the case may be, shall occur on or after the date on which the CSSF has approved the prospectuses relating to such OPG Shares and the New Notes. This condition is stipulated to the benefit of the OCA holders and may be waived by a decision of the general meeting of the OCA holders no later than 13 July 2012 (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding), in which case the OPG Shares shall be issued at the date decided by such general meeting of OCA holders.

5. The OPG Bond Conversion Condition: "OPG Bond Conversion Condition" means the approval of the OPG Transaction as described in this annex A at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014.

6. Transfer Restrictions/Listing of the OCA: The OCA shall not be negotiable on the capital markets and shall not be offered to the public.

The OCA shall not be listed and/or admitted to trading on any stock exchange within the European Economic Area nor on a stock exchange outside the European Economic Area.

7. Status of the OCA: The OCA shall constitute direct, general and unconditional obligations of OPG which will at any time rank pari passu among themselves and at least pari passu with all the other present and future unsecured obligations of OPG, save for such obligations as may be preferred by provisions of law that are both mandatory and of general application.

8. Interest: The OCA shall bear an interest per year of 0.01% (the "Interest") from, and including, the issue date until, and including, the Exchange Date, calculated on the basis of a year of 360 days. The Interest shall be paid by OPG in one instalment on the date of the Second Payment.

For the avoidance of doubt, the First Payment Amount shall bear no interest.

9. Security: The OCA holders shall benefit, as from the issue date, from a lien over 55% of all shares issued by OG and held by OPG as collateral in a separate securities account that shall be pledged to the benefit of the OCA holders for (i) the repayment in cash of the OCA, if any, and (ii) the conversion of the OCA into OG shares, if any, in accordance with the provisions above; it being agreed that this pledge shall not secure the conversion of the OCA into OPG shares.

10. Applicable Law: Luxembourg Law".

4. Section I-4 has been amended and replaced by the following:

"I-4. OPG and OG New Notes Consideration under scenario 2

Under scenario 2, the OPG and OG New Notes Consideration as referred to in section I.B.(ii) above shall have the following terms.

1. Issuer: Orco Property Group SA (the "Company" or "OPG").

2. Issue Date of the New Notes: After the granting of the authorisation by the Commercial Court of Paris pursuant to the Plan de Sauvegarde to proceed to such public exchange offer and promptly after closing of the offer period of the public exchange offer which shall begin after approval by the CSSF of the terms and conditions of the exchange public offer, such approval being scheduled to occur upon closing of the OPG Equity Consideration and the OG Equity Consideration transactions.

In the case where (i) the mandatory exchange of the OG Bonds as referred to in paragraph I.B (i)(b) above has been performed and (ii) the mandatory exchange of the OPG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(a) above has not been

performed, on or before 30 September 2012, this shall not prevent the voluntary public exchange offer referred to above being opened to the holders of OG Bonds.

It being specified that the voluntary public exchange offer as referred to above shall not be offered to the OG Bond-holders in the case (i) where the OCA are repaid in cash by the Company in accordance with paragraph I-2.1(i) above or (ii) where the OCA holders would have elected to obtain OG shares in accordance with paragraph I-2.1(ii) above.

In the case where (i) the mandatory exchange of the OPG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(a) above has been performed and (ii) the mandatory exchange of the OG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(b) above has not been performed, on or before 30 September 2012, this shall not prevent the voluntary public exchange offer referred to above to be opened to the holders of the OPG Bonds.

3. Nominal Amount: The OPG Bondholders and the OG Bondholders who accept the proposed exchange referred to in paragraph I.B(ii) above will receive new debt instruments (the "New Notes"), in exchange for their residual OPG Bonds or OG Bonds, as the case may be, post completion of the mandatory exchange I.B(i) above.

The proposed amount of the New Notes to be issued assuming 100% participation by the OPG Bondholders and the OG Bondholders to the voluntary exchange offer shall be of up to, respectively:

* as regards the OPG bondholders, EUR 55.2 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the Share Issue under the OPG Equity Consideration after rounding);

* as regards the OG bondholders, EUR 20 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the OCA issue under the OG Equity Consideration after rounding).

4. Security: None.

5. Maturity: 28 February 2018 (the "Maturity Date").

6. Coupon: The New Notes will bear a coupon per annum of

(i) 5% cash plus 5% PIK, as long as more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(ii) 4% cash plus 4% PIK, as long as more than 50% but no more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(iii) 4% cash plus 3% PIK, as long as no more than 50% of the Nominal Amount remain outstanding.

The PIK element of the coupon shall, subject to the provisions of article 1154 of the Luxembourg civil code, be compounding annually from the Issue Date until the Maturity Date and remains subject to the issuance by the Company of a capitalisation notice each year in relation to interest accrued and due for more than 1 year; if such notice is not refused by the holders of the New Notes within a period to be agreed in the final documentation, then it will deemed to be accepted by them.

7. Amortisation Dates:

* 28 February 2015: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2016: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2017: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2018: The outstanding principal amount of the New Notes.

8. Redemption: In cash only at the Amortisation Dates.

9. Mandatory Prepayment on Asset Disposals: The Company will procure that 25% of the Net Proceeds (as defined below) received from the earlier of (i) 30 June 2012 onwards and (ii) the Issue Date of the New Notes, by the Company or any of its subsidiaries as a result of the disposal of the following assets is applied in prepayment of the New Notes (the "Prepaid Amounts"):

* Fillion Shopping Center

* Radio Free Europe

* Vaci 1

* CEE Hotels (including Pachtuv Palace)

* Na Porici

* Hradcanska

* Diana Office

* Capellen

* Stribro

* Marki

* Vaci 188

* Paris Department Store

* Zlota (only upon completion of project development)

* Molcom (any part of the deferred payment amount in excess of EUR 20 m and any earn-out component)

* Sky Office, to the extent such proceeds are not applied to the GSG refinancing

The Prepaid Amounts should reduce the upcoming payments due as per the Amortisation Dates in straight chronological order and shall be paid within 30 business days from receipt of Net Proceeds by OPG but in any case no earlier than the Issue Date of the New Notes.

"Net Proceeds" shall mean the gross sale proceeds less (a) liabilities becoming due at disposal including bank cash sweep, (b) disposal expenses and (c) taxes becoming due at disposal.

10. Other Terms and Conditions: The terms and conditions of the New Notes will include customary provisions in terms of events of default, covenants, negative pledge provisions and applicable law, including the following:

Applicable law: Luxembourg law.

Status of New Notes: direct, unconditional, and unsubordinated obligations ranking pari passu.

Negative Pledge 3: Only on OPG S.A. level (excluding the share pledge on 55% of all shares issued by OG for the benefit of the OCA holders as referred to above)

Incurrence of Financial Indebtedness:

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG subsidiaries such that LTV is not in excess of 65% (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG S.A. and OG SA in excess of EUR 5 million (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

Early redemption in case of Event of Default:

Grace periods:

- payment default (principal, interest or any other amount in respect of the New Notes): 5 business days
- default in relation to any other obligations: 30 days

Enforcement action provision.

Cross-default : no cross-default provision.

The New Notes shall not be due if the Company remedies the situation no later than the day preceding the general meeting of the holders of the New Notes resolving on the occurrence of an Event of Default.

Early redemption at Company's discretion: at any time at 100% of the Nominal Amount.

Repurchase of New Notes by the Company on secondary market: at any time at arm's length terms subject to New Notes repurchased being cancelled as soon as possible thereafter. For the avoidance of doubt, New Notes repurchased by the Company will not qualify for the Mandatory Prepayment on Asset Disposals referred to above;

Representation of the noteholders: the noteholders will be represented and the general meetings of noteholders will be organized in accordance with the provisions of articles 86 to 94-8 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Restrictions on transfer of New Notes: none.

Save as otherwise provided in these Heads of Terms, the terms and conditions of the New Notes will be similar to those of the OPG Bonds.

11. Documentation:

* A prospectus for the public offer of the New Notes will have to be drafted in accordance with the provisions of the Prospectus Law. This prospectus will also have to be approved by the CSSF.

* An exchange offer memorandum shall be drafted to inform the OPG Bondholders on the possibility to accept the public exchange offer and the terms of the public exchange offer.

5. In Section II, paragraph 4, 5, 6, 7 and 8 have been amended and replaced by the following

"II. OTHER TERMS

[...]

4. Standstill: The Company shall not implement any issuance of new shares or equity-linked instruments in excess of EUR 10 million or with an issue price below EUR 5.5 per share within the period from and including 17 April 2012 to and including the date which falls 90 calendar days following the earlier of (i) the first OPG shareholders meeting to be held following the issuance of the OPG shares within the framework of the OPG Equity Consideration and (ii) 15 July 2012 (the "Standstill").

For the avoidance of doubt, the Standstill shall not apply to (i) the OG Equity Consideration and to the OPG Equity Consideration nor (ii) to any share capital issue to be carried out for the purposes of the proposal to other creditors of the Company as referred to below in this Annex A.

5. Lock-up:

* In case of scenario 1 and scenario 3, 30% of new Shares will be subject to a lock-up for a period of 6 months after completion of the Transaction (the "Lock-up 1");

In case of scenario 1 and scenario 3, in order to prevent short selling, new Shares to be issued in the framework of this Transaction cannot be lent or otherwise alienated to third parties as long as they are subject to the Lock-up 1. For

the avoidance of doubt, OPG Bondholders are entitled amongst each other to transact or lend any new Shares that are the result of the Transaction during the Lock-up 1.

* In case of scenario 2, 30% of new OPG shares to be issued in accordance with the OPG Equity Consideration and the OG Equity Consideration will be subject to a lock-up for a period of 6 months after completion of the Transaction (the "Lock-up 2").

In case of scenario 2, in order to prevent short selling, such new OPG shares which are subject to the Lock-up 2 cannot be lent or otherwise alienated to third parties as long as they are subject to the Lock-up 2. For the avoidance of doubt, OPG Bondholders and OG Bondholders are entitled amongst each other to transact or lend any new Shares that are the result of the Transaction during the Lock-up 2.

6. Conditionality of the Proposed Transaction: Implementation of the Transaction reflecting the terms specified herein is subject to the following further conditions:

(i) As regards both the OPG Transaction and the OG Transaction:

(a) Approval of the Transaction by the board of directors of the Company, and in particular the issuance of the New Notes upon the closing of the public exchange offer, and approval by the board of directors of OG of the OG Transaction and its implementation steps;

(b) Approval of the OG Transaction at the relevant majority by the general meeting of the OG Bondholders;

(c) Approval of the OG Transaction at the relevant majority by the general meeting of the OG Warrantholders;

(d) A réviseur d'entreprises agréé appointed by the Company has issued a report giving a description of the proposed contributions as well as of the methods of valuation used and stating that the values resulting from the application of these methods correspond at least to the number and accounting par value and the share premium of the new OPG shares to be issued in consideration for the contribution of all of the OG Bonds within the OG Transaction.

(ii) As regards the OPG Transaction only:

(a) Approval of the OPG Transaction at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014;

(b) Approval of the OPG Transaction by an OPG EGM deciding in particular the share capital increase of OPG in relation to the OPG Equity Consideration;

(c) Approval by the Commercial Court of Paris to amend the terms of the Plan de Sauvegarde following a filing to be submitted by the Company;

(d) Approval at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 of a resolution instructing the bondholders' representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 (a) to finally and definitively waive and withdraw the current lawsuits initiated by the bondholder's representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 (including the tierce opposition as well as the appeals against the supervisory judge's orders regarding the requêtes en interprétation), it being specified, for the avoidance of doubt, that the bondholders' representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 shall be instructed to file "conclusions de désistement d'instance et d'action" in the course of such proceedings according to the French Civil Procedure Code, only if and immediately after conditions set out in paragraphs 6(ii)(a), 6(ii)(b), 6(ii)(c), 6(ii)(e), 6(ii)(f) and 6(ii)(g) shall have been fulfilled and (b) not to further challenge the judgment dated 19 May 2010 adopting the Plan de Sauvegarde;

(e) Withdrawal by the Company from any pending action, litigation or recourse against Mr. Luc Leroi in his capacity as bondholders' representative of any of the OPG Bonds and undertaking by the Company not to further claim from Mr. Luc Leroi in his capacity as bondholders' representative of any of the OPG Bonds any compensation, indemnification or damages; it being agreed that such withdrawal and undertaking are subject to the conditions set out in paragraphs 6(ii)(a), 6(ii)(b), 6(ii)(c), 6(ii)(d), 6(ii)(f) and 6(ii)(g) being fulfilled;

(f) A réviseur d'entreprise agréé appointed by the Company has issued a report giving a description of the proposed contributions of the OPG Bonds as well as of the methods of valuation used and stating that the values resulting from the application of these methods correspond at least to the number and accounting par value and the share premium of the new Shares to be issued within the OPG Equity Consideration.

(g) Approval by the CSSF of the prospectuses relating to the Shares and the New Notes and, in scenario 1, the Warrants. This condition is stipulated to the benefit of the OPG Bondholders and may be waived by a decision of the relevant general meetings of the OPG Bondholders.

(iii) As regards the OG Transaction only:

(a) OPG to petition the Commercial Court of Paris to amend the terms of the Plan de Sauvegarde following a filing to be submitted by OPG in order to enable the transactions contemplated by the Convertible Bonds and the Pledge Agreement in respect of the OG shares to be delivered thereunder, as the case may be.

(b) OPG shall have, prior to the issue of the OCA, executed and delivered to the OG Bondholders or Augustin Capital Management Ltd, acting in the name and on behalf of the OG Bondholders, as the case may be, the pledge over OG shares described in paragraph I-2.(9) of this Annex.

7. Existing OPG Warrants: OPG shall hold and maintain that number of OPG Bonds of each of the OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 Tranches which are necessary to exercise the OPG warrants of the relevant Tranche (where the exercise of the OPG warrants can be done by inter alia payment of the exercise price through the remittance of OPG Bonds) for the duration of the exercise period of the OPG warrants, it being agreed that (i) such provision shall not affect the economic terms of the OPG Transaction, (ii) OPG shall be under no obligation to sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014, (iii) OPG shall not sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 for any purpose other than the exercise of the OPG warrants, (iv) any sale of such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 shall only be made at full nominal value of such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 and for payment in cash only, and (v) OPG shall not sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 to any party to the master agreement signed on 17 April 2012 related to the Transaction.

8. Proposal to other creditors of OPG: The other creditors of OPG under the Plan de Sauvegarde (suppliers, banks having exercised their guarantees vis-à-vis OPG, other non-contingent creditors) shall be offered a transaction identical to the OPG Transaction. In order to be able to accommodate for this offer, OPG shall propose to its EGM of shareholders respective adjustments to the authorised capital. On 17 April 2012, such other creditors under the Plan de Sauvegarde represent an amount around 18.6 million euros."

Please note that the remainder of the Convening Notice and the Terms and Conditions is unchanged.

This document is drafted for notification purposes and for publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 20 April 2012.

Référence de publication: 2012047003/326.

Janes, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
 R.C.S. Luxembourg B 21.969.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 2 mai 2012 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043408/534/16.

LBE, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
 R.C.S. Luxembourg B 22.001.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 2 mai 2012 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043409/534/16.

NKS Fortune S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 55.357.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *2 mai 2012* à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043411/795/17.

Prospect SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 15.471.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra anticipativement le *30 avril 2012* à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043412/795/15.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 44.996.

Amendment to the convening notice for the General Meeting of Bondholders of the Company on April 27, 2012 at 10.30 AM CET

Reference is made to the convening notice published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (i) number 930, page 44594 on 11 April 2012 and (ii) number 1007, page 48301 on 19 April 2012 (the "Convening Notice"), in relation to the convening of a general meeting of the holders of bonds (the "Bondholders") registered under ISIN code: XS0223586420, as described in the Prospectus (as defined below) issued by the Company in relation to the issue of 24,169,193.39 bonds exchangeable in Suncani Hvar shares issued by OPG on 30 June 2005, represented by 928,513 bonds of 26.03 EUR each (the "Bonds 2012"), for which the visa on the prospectus was delivered by the CSSF on December 20, 2005 (the "Prospectus"), to be held at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on April 27, 2012 at 10.30 AM Central European time ("CET") (the "Bondholders Meeting").

Attached to the Convening Notice in Annex A are the proposed terms and conditions (the "Terms and Conditions") of the exchange of up to 89.9 % of all Bonds 2012 for a consideration consisting in newly issued common shares (the "Shares") of the Company ("OPG Conversion").

Following the publication of said Convening Notice, certain modifications have been made to the Terms and Conditions in relation to scenario 2 described in such Annex A.

Therefore, please note that the following modifications have been made, so that the modified clauses of the Terms and Conditions attached in Annex A of the Convening Notice shall read as follows:

1. Definition of "OG Bonds" shall be replaced by the following:

"The OG Bonds: EUR 100,100,052 five-year bonds issued by OG as per a prospectus dated 24 May 2007 (ISIN - XS0302623953, the "OG Bonds" and holders thereof, "OG Bondholders"). The OG Bonds correspond to a global amount

of EUR 129.1 million including accrued interests and reimbursement premium. To such OG Bonds were attached warrants registered under ISIN code XS0302626899 (the "OG Warrants", and holders thereof the "OG Warrantholders")."

2. In section I., B, the last sentence has been amended and replaced by the following:

"I. KEY ECONOMIC TERMS

[...]

B. Scenario 2 (global transaction with both OPG Bondholders and OG Bondholders):

[...]

If OG Bondholders and/or OG Warrantholders meetings do not approve Scenario 2, then scenario 3 or if applicable scenario 1 will apply."

3. In section I-2, description of scenario 2 has been amended and replaced by the following:

"I-2 OG Equity Consideration

[...]

Under scenario 2: the OG Equity consideration shall consist in the OCA the terms and conditions of which are described as follows:

1. Main terms of the OCA: 84.5% of the number of the OG Bonds shall convert for their total nominal amount, accrued interest and reimbursement premium (EUR 109.1 million) into OCA two business days after the date on which the meetings of the holders of OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 are held to resolve on the OPG Transaction and have approved the OPG Transaction at the relevant majority (the "OCA Issue Date").

If this condition is not met by 18 May 2012, the decision of the OG Bondholders to convert their OG Bonds into OCA shall lapse and the Company shall issue at the latest on 21 May 2012 the convertible bonds the issue of which was decided on 5 April 2012 by the OG Bondholders, it being acknowledged that in such case the "OPG Bond Conversion Condition" set out in the terms and conditions of the convertible bonds approved by the OG Bondholders on 5 April 2012 shall be irrevocably deemed to not have been met.

The OCA are convertible as follows:

* First Payment: OCA in an aggregate amount of EUR 76,000,000 are converted into 18,361,548 OPG Shares no later than 22 May 2012;

* Second Payment: up to 28 September 2012 (28 September 2012 being referred to as the "Exchange Date"), the OCA in an aggregate amount of EUR 33,129,067 (the "Second Payment Amount")

(i) up to 16 July 2012, can be repaid, at the option of the Company, in full but not in part, by the Company, in cash in immediately available funds; for the avoidance of doubt, in the event the Company elects to repay in cash but fails to make such payment, the Company shall be deemed not to have elected to make such cash payment and the OCA shall convert into shares as provided below; it being specified that in case the Company elects to repay in cash the OCA as set forth in this paragraph (i), then OG shall repay in cash the remaining outstanding OG Bonds in immediately available funds in an amount of EUR 872.04 per one OG Bond; or

(ii) up to 28 September 2012, can be converted into OPG shares, representing a total number of 7,848,081 OPG shares, as decided by a meeting of the OCA holders (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding).

* On the Exchange Date, and provided they have not already been repaid in cash in immediately available funds or converted pursuant the paragraph above, the OCA in an aggregate amount equal to the Second Payment Amount, shall be converted into shares as follows:

(i) if and provided that (x) the OPG Bond Conversion Condition is met three (3) business days prior to the Exchange Date (the "Longstop Date") and that (y) in accordance with paragraph II.6(ii)(c) below and provided that the Company has filed in due course all necessary court papers for the hearing scheduled on 14 May 2012, the Paris Commercial Court has approved, on or before the Longstop Date, the amended terms of the Plan de Sauvegarde in order to enable the implementation of the substance of the Transaction, it being agreed that such Longstop Date shall be extended pro rata if the court hearing scheduled on 14 May 2012 is postponed or reconvened for whatever reason (the "Court Approval Condition"), then the OCA shall be converted into OPG shares, representing a total number of 7,848,081 OPG Shares;

(ii) if and provided (x) the OPG Bond Conversion Condition is not met on the Longstop Date or (y) the Court Approval Condition is not met on the Longstop Date as such Longstop Date may be extended pursuant to section (i)(y) above, the OCA shall, as decided by the meeting of the OCA holders (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding), be converted into either:

o OPG shares representing a total number of 7,848,081 OPG Shares; or

o OG shares in a number representing, on the Exchange Date and after completion of the OG Bond Equitization (as defined below) and the Nominal Value Reduction (as defined below), 55% of the share capital and voting rights of OG on a fully diluted basis, it being specified that, in the event the Company elects not to repay the OCA in cash, the election decision of the OCA holders referred to in this paragraph shall not be required to be made by 21 September 2012 but can be extended as necessary to allow for proper notice period, quorum, and majority decision of the OCA holders' meeting to be taken in accordance with applicable laws (in which case, the Exchange Date shall be postponed accordingly).

If the OCA converts into 55% of OG shares in accordance with the above provisions, only those OCA holders who have remitted to the Company (i) their OCA and (ii) their remaining OG Bonds shall receive their pro rata number of OG shares calculated on the basis of the number of OCA and remaining OG Bonds remitted by them, it being specified that the total of all remaining OCA and OG Bonds shall equal 55% of the OG shares.

* Prior to the Second Payment, the Company shall:

(a) vote at the relevant shareholders' meeting of OG resolving the OG Bonds Equitization in favor of a reduction of the nominal value of each share issued by OG (the "Nominal Value Reduction");

(b) convert the EUR 109.1 million including the accrued coupons of OG Bonds that the Company holds into additional new shares of OG in a number which shall be determined on the basis of the volume weighted average price of OG shares on the main market of the Frankfurt stock exchange over a period of 6 (six) months prior to 20 March 2012 (the "OG Bonds Equitization").

The Longstop Date may be extended at the request of the Company provided that such extension has been agreed by a decision of the OCA holders (taken in accordance with the quorum and majority requirements provided for by law in a meeting of OCA holders convened and held prior to 21 September 2012).

2. Listing of the OPG shares/OG shares: OPG and OG shall take all necessary steps and use their best efforts to obtain, the admission to listing, on the regulated markets on which OPG's and OG ordinary shares are currently listed, of the OPG or OG shares to be issued or delivered upon conversion of the OCA as soon as possible after the issue of the OCA, and will use their best efforts to maintain such admission to listing.

3. Condition for the conversion of the OCA under the First Payment: The conversion of the OCA into OPG Shares under the First Payment shall occur as soon as possible after, and at the latest on the third business day following, the OCA Issue Date.

4. Condition for the conversion of the OCA under the Second Payment: The conversion of the OCA into OPG Shares under the Second Payment, as the case may be, shall occur on or after the date on which the CSSF has approved the prospectuses relating to such OPG Shares and the New Notes. This condition is stipulated to the benefit of the OCA holders and may be waived by a decision of the general meeting of the OCA holders no later than 13 July 2012 (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding), in which case the OPG Shares shall be issued at the date decided by such general meeting of OCA holders.

5. The OPG Bond Conversion Condition: "OPG Bond Conversion Condition" means the approval of the OPG Transaction as described in this annex A at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014.

6. Transfer Restrictions/Listing of the OCA: The OCA shall not be negotiable on the capital markets and shall not be offered to the public.

The OCA shall not be listed and/or admitted to trading on any stock exchange within the European Economic Area nor on a stock exchange outside the European Economic Area.

7. Status of the OCA: The OCA shall constitute direct, general and unconditional obligations of OPG which will at any time rank pari passu among themselves and at least pari passu with all the other present and future unsecured obligations of OPG, save for such obligations as may be preferred by provisions of law that are both mandatory and of general application.

8. Interest: The OCA shall bear an interest per year of 0.01% (the "Interest") from, and including, the issue date until, and including, the Exchange Date, calculated on the basis of a year of 360 days. The Interest shall be paid by OPG in one instalment on the date of the Second Payment.

For the avoidance of doubt, the First Paymesnt Amount shall bear no interest.

9. Security: The OCA holders shall benefit, as from the issue date, from a lien over 55% of all shares issued by OG and held by OPG as collateral in a separate securities account that shall be pledged to the benefit of the OCA holders for (i) the repayment in cash of the OCA, if any, and (ii) the conversion of the OCA into OG shares, if any, in accordance with the provisions above; it being agreed that this pledge shall not secure the conversion of the OCA into OPG shares.

10. Applicable Law: Luxembourg Law".

4. Section I-4 has been amended and replaced by the following:

"I-4. OPG and OG New Notes Consideration under scenario 2

Under scenario 2, the OPG and OG New Notes Consideration as referred to in section I.B.(ii) above shall have the following terms.

1. Issuer: Orco Property Group SA (the "Company" or "OPG").

2. Issue Date of the New Notes: After the granting of the authorisation by the Commercial Court of Paris pursuant to the Plan de Sauvegarde to proceed to such public exchange offer and promptly after closing of the offer period of the public exchange offer which shall begin after approval by the CSSF of the terms and conditions of the exchange public offer, such approval being scheduled to occur upon closing of the OPG Equity Consideration and the OG Equity Consideration transactions.

In the case where (i) the mandatory exchange of the OG Bonds as referred to in paragraph I.B (i)(b) above has been performed and (ii) the mandatory exchange of the OPG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(a) above has not been performed, on or before 30 September 2012, this shall not prevent the voluntary public exchange offer referred to above being opened to the holders of OG Bonds.

It being specified that the voluntary public exchange offer as referred to above shall not be offered to the OG Bondholders in the case (i) where the OCA are repaid in cash by the Company in accordance with paragraph I-2.1(i) above or (ii) where the OCA holders would have elected to obtain OG shares in accordance with paragraph I-2.1(ii) above.

In the case where (i) the mandatory exchange of the OPG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(a) above has been performed and (ii) the mandatory exchange of the OG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(b) above has not been performed, on or before 30 September 2012, this shall not prevent the voluntary public exchange offer referred to above to be opened to the holders of the OPG Bonds.

3. Nominal Amount: The OPG Bondholders and the OG Bondholders who accept the proposed exchange referred to in paragraph I.B(ii) above will receive new debt instruments (the "New Notes"), in exchange for their residual OPG Bonds or OG Bonds, as the case may be, post completion of the mandatory exchange I.B(i) above.

The proposed amount of the New Notes to be issued assuming 100% participation by the OPG Bondholders and the OG Bondholders to the voluntary exchange offer shall be of up to, respectively:

* as regards the OPG bondholders, EUR 55.2 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the Share Issue under the OPG Equity Consideration after rounding);

* as regards the OG bondholders, EUR 20 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the OCA issue under the OG Equity Consideration after rounding).

4. Security: None.

5. Maturity: 28 February 2018 (the "Maturity Date").

6. Coupon: The New Notes will bear a coupon per annum of

(i) 5% cash plus 5% PIK, as long as more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(ii) 4% cash plus 4% PIK, as long as more than 50% but no more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(iii) 4% cash plus 3% PIK, as long as no more than 50% of the Nominal Amount remain outstanding.

The PIK element of the coupon shall, subject to the provisions of article 1154 of the Luxembourg civil code, be compounding annually from the Issue Date until the Maturity Date and remains subject to the issuance by the Company of a capitalisation notice each year in relation to interest accrued and due for more than 1 year; if such notice is not refused by the holders of the New Notes within a period to be agreed in the final documentation, then it will deemed to be accepted by them.

7. Amortisation Dates:

* 28 February 2015: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2016: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2017: 25% of the Nominal Amount;

* 28 February 2018: The outstanding principal amount of the New Notes.

8. Redemption: In cash only at the Amortisation Dates.

9. Mandatory Prepayment on Asset Disposals: The Company will procure that 25% of the Net Proceeds (as defined below) received from the earlier of (i) 30 June 2012 onwards and (ii) the Issue Date of the New Notes, by the Company or any of its subsidiaries as a result of the disposal of the following assets is applied in prepayment of the New Notes (the "Prepaid Amounts"):

* Fillion Shopping Center

* Radio Free Europe

* Vaci 1

* CEE Hotels (including Pachtuv Palace)

* Na Porici

* Hradcanska

* Diana Office

* Capellen

* Stribro

* Marki

* Vaci 188

* Paris Department Store

* Zlota (only upon completion of project development)

* Molcom (any part of the deferred payment amount in excess of EUR 20 m and any earn-out component)

* Sky Office, to the extent such proceeds are not applied to the GSG refinancing

The Prepaid Amounts should reduce the upcoming payments due as per the Amortisation Dates in straight chronological order and shall be paid within 30 business days from receipt of Net Proceeds by OPG but in any case no earlier than the Issue Date of the New Notes.

"Net Proceeds" shall mean the gross sale proceeds less (a) liabilities becoming due at disposal including bank cash sweep, (b) disposal expenses and (c) taxes becoming due at disposal.

10. Other Terms and Conditions: The terms and conditions of the New Notes will include customary provisions in terms of events of default, covenants, negative pledge provisions and applicable law, including the following:

Applicable law: Luxembourg law.

Status of New Notes: direct, unconditional, and unsubordinated obligations ranking pari passu.

Negative Pledge 3: Only on OPG S.A. level (excluding the share pledge on 55% of all shares issued by OG for the benefit of the OCA holders as referred to above)

Incurrence of Financial Indebtedness:

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG subsidiaries such that LTV is not in excess of 65% (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG S.A. and OG SA in excess of EUR 5 million (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

Early redemption in case of Event of Default:

Grace periods:

- payment default (principal, interest or any other amount in respect of the New Notes): 5 business days

- default in relation to any other obligations: 30 days

Enforcement action provision.

Cross-default: no cross-default provision.

The New Notes shall not be due if the Company remedies the situation no later than the day preceding the general meeting of the holders of the New Notes resolving on the occurrence of an Event of Default.

Early redemption at Company's discretion: at any time at 100% of the Nominal Amount.

Repurchase of New Notes by the Company on secondary market: at any time at arm's length terms subject to New Notes repurchased being cancelled as soon as possible thereafter. For the avoidance of doubt, New Notes repurchased by the Company will not qualify for the Mandatory Prepayment on Asset Disposals referred to above;

Representation of the noteholders: the noteholders will be represented and the general meetings of noteholders will be organized in accordance with the provisions of articles 86 to 94-8 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Restrictions on transfer of New Notes: none.

Save as otherwise provided in these Heads of Terms, the terms and conditions of the New Notes will be similar to those of the OPG Bonds.

11. Documentation:

- * A prospectus for the public offer of the New Notes will have to be drafted in accordance with the provisions of the Prospectus Law. This prospectus will also have to be approved by the CSSF.

- * An exchange offer memorandum shall be drafted to inform the OPG Bondholders on the possibility to accept the public exchange offer and the terms of the public exchange offer.

5. In Section II, paragraph 4, 5, 6, 7 and 8 have been amended and replaced by the following

"II. OTHER TERMS

[...]

4. Standstill: The Company shall not implement any issuance of new shares or equity-linked instruments in excess of EUR 10 million or with an issue price below EUR 5.5 per share within the period from and including 17 April 2012 to and including the date which falls 90 calendar days following the earlier of (i) the first OPG shareholders meeting to be held following the issuance of the OPG shares within the framework of the OPG Equity Consideration and (ii) 15 July 2012 (the "Standstill").

For the avoidance of doubt, the Standstill shall not apply to (i) the OG Equity Consideration and to the OPG Equity Consideration nor (ii) to any share capital issue to be carried out for the purposes of the proposal to other creditors of the Company as referred to below in this Annex A.

5. Lock-up:

- * In case of scenario 1 and scenario 3, 30% of new Shares will be subject to a lock-up for a period of 6 months after completion of the Transaction (the "Lock-up 1");

In case of scenario 1 and scenario 3, in order to prevent short selling, new Shares to be issued in the framework of this Transaction cannot be lent or otherwise alienated to third parties as long as they are subject to the Lock-up 1. For

the avoidance of doubt, OPG Bondholders are entitled amongst each other to transact or lend any new Shares that are the result of the Transaction during the Lock-up 1.

* In case of scenario 2, 30% of new OPG shares to be issued in accordance with the OPG Equity Consideration and the OG Equity Consideration will be subject to a lock-up for a period of 6 months after completion of the Transaction (the "Lock-up 2").

In case of scenario 2, in order to prevent short selling, such new OPG shares which are subject to the Lock-up 2 cannot be lent or otherwise alienated to third parties as long as they are subject to the Lock-up 2. For the avoidance of doubt, OPG Bondholders and OG Bondholders are entitled amongst each other to transact or lend any new Shares that are the result of the Transaction during the Lock-up 2.

6. Conditionality of the Proposed Transaction: Implementation of the Transaction reflecting the terms specified herein is subject to the following further conditions:

(i) As regards both the OPG Transaction and the OG Transaction:

(a) Approval of the Transaction by the board of directors of the Company, and in particular the issuance of the New Notes upon the closing of the public exchange offer, and approval by the board of directors of OG of the OG Transaction and its implementation steps;

(b) Approval of the OG Transaction at the relevant majority by the general meeting of the OG Bondholders;

(c) Approval of the OG Transaction at the relevant majority by the general meeting of the OG Warrantholders;

(d) A réviseur d'entreprises agréé appointed by the Company has issued a report giving a description of the proposed contributions as well as of the methods of valuation used and stating that the values resulting from the application of these methods correspond at least to the number and accounting par value and the share premium of the new OPG shares to be issued in consideration for the contribution of all of the OG Bonds within the OG Transaction.

(ii) As regards the OPG Transaction only:

(a) Approval of the OPG Transaction at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014;

(b) Approval of the OPG Transaction by an OPG EGM deciding in particular the share capital increase of OPG in relation to the OPG Equity Consideration;

(c) Approval by the Commercial Court of Paris to amend the terms of the Plan de Sauvegarde following a filing to be submitted by the Company;

(d) Approval at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 of a resolution instructing the bondholders' representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 (a) to finally and definitively waive and withdraw the current lawsuits initiated by the bondholder's representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 (including the tierce opposition as well as the appeals against the supervisory judge's orders regarding the requêtes en interprétation), it being specified, for the avoidance of doubt, that the bondholders' representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 shall be instructed to file "conclusions de désistement d'instance et d'action" in the course of such proceedings according to the French Civil Procedure Code, only if and immediately after conditions set out in paragraphs 6(ii)(a), 6(ii)(b), 6(ii)(c), 6(ii)(e), 6(ii)(f) and 6(ii)(g) shall have been fulfilled and (b) not to further challenge the judgment dated 19 May 2010 adopting the Plan de Sauvegarde;

(e) Withdrawal by the Company from any pending action, litigation or recourse against Mr. Luc Leroi in his capacity as bondholders' representative of any of the OPG Bonds and undertaking by the Company not to further claim from Mr. Luc Leroi in his capacity as bondholders' representative of any of the OPG Bonds any compensation, indemnification or damages; it being agreed that such withdrawal and undertaking are subject to the conditions set out in paragraphs 6(ii)(a), 6(ii)(b), 6(ii)(c), 6(ii)(d), 6(ii)(f) and 6(ii)(g) being fulfilled;

(f) A réviseur d'entreprise agréé appointed by the Company has issued a report giving a description of the proposed contributions of the OPG Bonds as well as of the methods of valuation used and stating that the values resulting from the application of these methods correspond at least to the number and accounting par value and the share premium of the new Shares to be issued within the OPG Equity Consideration.

(g) Approval by the CSSF of the prospectuses relating to the Shares and the New Notes and, in scenario 1, the Warrants. This condition is stipulated to the benefit of the OPG Bondholders and may be waived by a decision of the relevant general meetings of the OPG Bondholders.

(iii) As regards the OG Transaction only:

(a) OPG to petition the Commercial Court of Paris to amend the terms of the Plan de Sauvegarde following a filing to be submitted by OPG in order to enable the transactions contemplated by the Convertible Bonds and the Pledge Agreement in respect of the OG shares to be delivered thereunder, as the case may be.

(b) OPG shall have, prior to the issue of the OCA, executed and delivered to the OG Bondholders or Augustin Capital Management Ltd, acting in the name and on behalf of the OG Bondholders, as the case may be, the pledge over OG shares described in paragraph I-2.(9) of this Annex.

7. Existing OPG Warrants: OPG shall hold and maintain that number of OPG Bonds of each of the OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 Tranches which are necessary to exercise the OPG warrants of the relevant Tranche (where the exercise of the OPG warrants can be done by inter alia payment of the exercise price through the remittance of OPG Bonds) for the duration of the exercise period of the OPG warrants, it being agreed that (i) such provision shall not affect the economic terms of the OPG Transaction, (ii) OPG shall be under no obligation to sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014, (iii) OPG shall not sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 for any purpose other than the exercise of the OPG warrants, (iv) any sale of such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 shall only be made at full nominal value of such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 and for payment in cash only, and (v) OPG shall not sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 to any party to the master agreement signed on 17 April 2012 related to the Transaction.

8. Proposal to other creditors of OPG: The other creditors of OPG under the Plan de Sauvegarde (suppliers, banks having exercised their guarantees vis-à-vis OPG, other non-contingent creditors) shall be offered a transaction identical to the OPG Transaction. In order to be able to accommodate for this offer, OPG shall propose to its EGM of shareholders respective adjustments to the authorised capital. On 17 April 2012, such other creditors under the Plan de Sauvegarde represent an amount around 18.6 million euros."

Please note that the remainder of the Convening Notice and the Terms and Conditions is unchanged.

This document is drafted for notification purposes and for publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 20 April 2012.

Référence de publication: 2012047004/326.

Sabula Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.956.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 2012 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043413/795/15.

VERVAEKE Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4975 Dippach, 31, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 135.561.

Il y a lieu de rectifier l'acte de constitution de VERVAKE Luxembourg S.A., passé devant le notaire Aloyse Biel en date du 15 janvier 2008, publié dans le Mémorial C n° 426 du 19 février 2008, pages 20426 et suivantes, comme suit:

A la page 20427, article 4, tout de suite après le 2^e tiret il y a lieu d'insérer ce qui suit:

- "- auxiliaire de transport;
- la location de véhicule roulant;

En outre la société peut se porter caution personnelle, réelle, solidaire et indivisible vis-à-vis de tierces personnes.

Elle peut s'intéresser par toute voie dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement de son entreprise.

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000,- EUROS) représenté par mille deux cent quarante (1.240) actions d'une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (25,- Euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, aux choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Titre II.- Administration, surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télex ou telefax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télex ou telefax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 10. La société se trouve engagée soit par la signature individuelle du délégué du conseil, soit par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle du délégué du conseil.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommé(s) pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée Générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art 16. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier vendredi du mois de juin à 16.00 heures à Esch-sur-Alzette au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre 2008.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2009.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:	
Madame Caroline-Marie DUMONT, prénommée,	310 actions
Monsieur Pierre-Daniel DUMONT, prénommé,	310 actions
Monsieur Frédéric-Michel DERUMEAUX, prénommé,	620 actions
Total: mille deux cent quarante actions	1.240 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUROS 31.000) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

- Monsieur Guido SIMOENS, expert-comptable, demeurant à B-8554 Sint Denijs/Zwevegem, 5 Pevergnestraat.

6. Le siège social est fixé à L-4975 Dippach, 31, rue de la Gare.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec Nous Notaire.

Signé: Simoens; Derumeaux; Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 17 janvier 2008. Relation: EAC/2008/760, Reçu: cent cinquante-cinq euros 31.000,- à 0,5 % = 155,- €.

Le Receveur (signé): Santoni

Pour expédition conforme, délivrée aux parties sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 25 janvier 2008.»

Référence de publication: 2012047000/203/93.

Société de l'Hôtellerie S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 60.498.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 2012 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043414/795/15.

Vialdo S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 47.066.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 30 avril 2012 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2011.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012044272/1023/16.

Tilare S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 165.739.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 2012 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043416/795/15.

**dHC International S.A., Société Anonyme,
(anc. Eco N Home S.A.).**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 104.767.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 63897 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012032204/11.

(120042693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2012.

Am Kirchweg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 73.000,00.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 166.623.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-seventh day of February before us, Maître Francis Kesseler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Am Kirchweg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 166.623 (the Company). The Company has been incorporated on 29 December 2011 pursuant to a deed of the undersigned notary, in the process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since its incorporation.

THERE APPEARED:

Misty Pines Limited, a limited liability company, incorporated under the laws of Malta, having its registered office at Suite 3, Tower Business Centre, Tower Street, Swatar, Malta, registered with the Registrar of Companies of Malta under the number C 54730 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing in Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard, by virtue of a proxy given under private seal.

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

- I. the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.
- II. the agenda of the Meeting is worded as follows:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of sixty thousand five hundred Euro (EUR 60.500.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, to seventy-three thousand Euro (EUR 73.000.-) by way of issuance, with a total share premium of seven

hundred eighty-eight Euro and sixty Cents (EUR 788.60), of sixty thousand five hundred (60,500) new shares, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and having the same rights as the existing shares;

2. Subscription for and payment of the newly issued shares as specified under item 1. above by a contribution in cash of an aggregate amount of the Euro equivalent of eighty thousand Canadian Dollars (CAD 80,000.-) at the exchange rate CAD/EUR published by the European Central Bank on February 15, 2012;

3. Subsequent amendment of article 5.1. of the Articles;

4. Amendment of the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, and any employee of Wilmington Trust SP Services (Luxembourg) S.A., each acting individually, to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued share in the register of shareholders of the Company; and

5. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of sixty thousand five hundred Euro (EUR 60,500.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, to seventy-three thousand Euro (EUR 73,000.-) by way of issuance, with a total share premium of seven hundred eighty-eight Euro and sixty Cents (EUR 788.60), of sixty thousand five hundred (60,500) new shares, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and having the same rights as the existing shares.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription – Payment

Misty Pines Limited., represented as stated hereabove, declares to subscribe for the sixty thousand five hundred (60,500) new shares, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to fully pay them up by a contribution in cash consisting of an aggregate amount of sixty-one thousand two hundred eighty-eight Euro and sixty Cents (EUR 61,288.60), being the equivalent of eighty thousand Canadian Dollars (CAD 80,000.-), using the rate CAD/EUR published by the European Central Bank on February 15, 2012.

Such contribution in an aggregate amount of sixty-one thousand two hundred eighty-eight Euro and sixty Cents (EUR 61,288.60) shall be allocated as follows:

- the amount of sixty thousand five hundred Euro (EUR 60,500.-) is allocated to the nominal share capital account of the Company; and
- the remaining amount, i.e seven hundred eighty-eight Euro and sixty Cents (EUR 788.60) is allocated to the share premium reserve account of the Company.

The amount of sixty-one thousand two hundred eighty-eight Euro and sixty Cents (EUR 61,288.60) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5.1. of the Articles in order to reflect the above resolution so that it reads henceforth as follows:

“ 5.1. The Company’s share capital is fixed at seventy-three thousand Euro (EUR 73,000.-) represented by seventy-three thousand (73,000) shares in registered form with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up (hereafter referred to as the Shares).”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company, and any employee of Wilmington Trust SP Services (Luxembourg) S.A., each acting individually, to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued share in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand five hundred euro (€ 1,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Esch/Alzette, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder acting on behalf of the appearing party, such person signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-septième jour de février, par-devant Maître Francis Kesseler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Am Kirchweg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 52-54, avenue du X septembre, L-2550 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.623 (la Société). La Société a été constituée le 29 décembre 2011 suivant un acte du notaire instrumentant en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

A COMPARU:

Misty Pines Limited, une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois de Malte, ayant son siège social à Suite 3, Tower Business Centre, Tower Street, Swatar, Malte, inscrite au Registre des Sociétés de Malte sous le numéro C 54730 (l'Associé Unique),

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, de résidence à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- I. l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;
- II. l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société par un montant de soixante mille cinq cents Euros (EUR 60.500,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales nominatives d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, à soixante-treize mille Euros (EUR 73.000,-) par l'émission, avec une prime d'émission totale de sept cent quatre-vingt-huit Euros et soixante centimes (EUR 788.60), de soixante mille cinq cents (60.500) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, et ayant les mêmes droits que les parts sociales existantes;

2. Souscription à et libération des nouvelles parts sociales de la Société tel que spécifié au point 1. ci-dessus par un apport en numéraire d'un montant total en Euro équivalent à quatre-vingt mille Dollars Canadiens (CAD 80.000,-) au taux de change CAD/EUR publié par la Banque Centrale Européenne le 15 février 2012;

3. Modification subséquente de l'article 5.1. des Statuts;

4. Modification du registre des associés de la Société, afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, et à tout employé de Wilmington Trust SP Services (Luxembourg) S.A., chacun agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

5. Divers.

- III. l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de soixante mille cinq cents Euros (EUR 60.500,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales nominatives d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, à soixante-treize mille Euros (EUR 73.000,-) par l'émission, avec une prime d'émission totale de sept cent quatre-vingt-huit Euros et soixante centimes (EUR 788.60), de soixante mille cinq cents (60.500) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, et ayant les mêmes droits que les parts sociales existantes.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante à et la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription – Libération

Misty Pines Limited, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire aux soixante mille cinq cents (60.500) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant total de soixante-et-un mille deux cent quatre-vingt-huit Euros et soixante centimes (EUR

61.288,60), montant équivalent à quatre-vingt mille Dollars Canadiens (CAD 80.000,-) au taux de change CAD/EUR publié par la Banque Centrale Européenne le 15 février 2012.

Cet apport d'un montant total de soixante-et-un mille deux cent quatre-vingt-huit Euros et soixante centimes (EUR 61.288,60) sera affecté de la manière suivante:

- un montant de soixante mille cinq cents Euros (EUR 60.500,-) est affecté au compte du capital social nominal de la Société; et

- le montant restant, soit sept cent quatre-vingt-huit Euros et soixante centimes (EUR 788,60) est affecté au compte de réserve de prime d'émission de la Société.

Le montant de soixante-et-un mille deux cent quatre-vingt-huit Euros et soixante centimes (EUR 61.288,60) est à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été apportée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1. des Statuts afin d'y refléter la résolution ci-dessus de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à soixante-treize mille Euros (EUR 73.000,-), représenté par soixante-treize mille (73.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérée (ci-après désignées comme les Parts Sociales).»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société, afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, et à tout employé de Wilmington Trust SP Services (Luxembourg) S.A., chacune agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la société en raison du présent acte sont estimés à environ mille cinq cents euros (€ 1.500,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du document faite au mandataire agissant au nom de la partie comparante, celui-ci a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: Conde, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 février 2012. Relation: EAC/2012/2739. Reçu soixantequinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012032214/175.

(120042706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2012.

Remp Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 80.369.

Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 16 mars 2012

Présences

Sont présents ou représentés,

Mr Matthew Charles Stokes, administrateur

Mr Jesse Hester, administrateur

Mme Brenda Patricia Cocksedge, administrateur

Le quorum de présence requis par la loi et les statuts étant présent, l'ordre du jour peut être valablement discuté.

Ordre du jour

1. Décision quant au transfert du siège social.
2. Divers

49200

Décision

Conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et par les statuts, le Conseil d'Administration décide à l'unanimité:

1. de procéder au transfert du siège social actuel, le 55 avenue de la Liberté à L-1951 Luxembourg, vers le 128, Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg.

2. de rendre ce transfert effectif à compter de la date de ce procès-verbal.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Signatures.

Référence de publication: 2012035042/25.

(120046308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2012.

N.P.E.L., Société Anonyme.

Siège social: L-8360 Goetzingen, 3C, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 101.734.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 21 mars 2012 que:

1) L'assemblée générale nomme comme nouvel administrateur de la société:

- Monsieur Abel LOPES DE BASTOS, né le 9 décembre 1970 à Vila Nova de Ourem (Portugal), demeurant à L-1940 Luxembourg, 428, route de Longwy, qui accepte.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2016.

2) L'assemblée générale révoque de sa qualité d'administrateur-délégué de la société:

- Monsieur Dominique BOUTAY, né le 24 janvier 1955 à Rocourt (Belgique), demeurant à L-8360 GOETZINGEN, 3C, rue des Champs, avec effet immédiat.

3) L'assemblée générale nomme comme nouvel administrateur-délégué de la société:

- Monsieur Abel LOPES DE BASTOS, né le 9 décembre 1970 à Vila Nova de Ourem (Portugal), demeurant à L-1940 Luxembourg, 428, route de Longwy, qui accepte.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblé générale des actionnaires qui se tiendra en 2016.

4) L'assemblée générale révoque de sa qualité de commissaire aux comptes de la société:

- Monsieur Romain SCHUMACHER, ayant comme adresse professionnelle, L-1924 Luxembourg, 43, rue Emile Lavandier, avec effet immédiat.

5) L'assemblée générale nomme comme nouveau commissaire aux comptes de la société:

- Monsieur Carlos SARAIVA, né le 10 février 1981 à Albergaria (Portugal), ayant comme adresse professionnelle, L-9227 Diekirch, 20, Esplanade, qui accepte.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblé générale des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Goetzingen, le 21 mars 2012.

Pour la société

C.F.N GESTION S.A.

20, Esplanade - L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P. 80 - L-9201 Diekirch

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012035370/36.

(120046581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2012.

PCRH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 143.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012035009/9.

(120046322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2012.